



Sous la direction de Dr. Daniel Stoecklin

## **La politique jeunesse en Valais**

Rôle et travail du Délégué à la jeunesse du canton en collaboration avec les communes valaisannes

Vers un encadrement des jeunes à travers les activités extrascolaires ?

### **MÉMOIRE – Orientation Recherche**

Présenté à  
l'Unité d'Enseignement et de Recherche en Droits de l'enfant  
de l'Institut Universitaire Kurt Bösch  
pour l'obtention du grade de Master of Arts Interdisciplinaire en droits de  
l'enfant

par

Fabien Métrailler

de

Grimisuat, Valais

Mémoire No DE2012/MIDE10-11/22

SION

Juillet 2012

## Remerciements

Je tiens à remercier les personnes ayant contribué d'une manière ou d'une autre à la réalisation de ce mémoire :

- Mon directeur de mémoire, Prof. Daniel Stoecklin, pour ses compétences et ses conseils tout au long de l'accomplissement de ce travail ;
- Monsieur Paul Burgener, Délégué à la jeunesse pour le canton du Valais, pour sa disponibilité, ses conseils et la documentation qu'il m'a su mettre à disposition ;
- La direction et l'administration du Service cantonal de la jeunesse pour leur disponibilité ;
- Aux personnes ayant participé à la relecture et la correction de ce travail ;
- Mes parents pour leur investissement, leur soutien et leur confiance tout au long de mes études.

## Acronymes

DECS :	Département de l'éducation, de la culture et du sport
GLAJ :	Groupe de liaison des activités de jeunesse
SCJ :	Service cantonal de la jeunesse
E-DICS :	Système électronique de documentation, d'information et de communication
LJe :	Loi en faveur de la jeunesse
CDE :	Convention des nations unies relatives aux droits de l'enfant

## Résumé

Depuis l'entrée en vigueur de la loi en faveur de la jeunesse en 2001 en Valais, un poste de Délégué à la jeunesse au niveau cantonal a vu le jour. Ce poste a pour but de mettre en place une politique de la jeunesse axée sur les notions de Promotion, Soutien et Prévention prévues dans le cadre de la loi en faveur de la jeunesse (LJe, 2001). Jusqu'à présent, le Délégué à la jeunesse a notamment soutenu et appuyé divers projets jeunes dans les activités extrascolaires, encouragé des événements et cherché à collaborer avec les différentes organisations préexistantes concernées par les activités loisirs. Le Délégué a aussi tenté de favoriser le dialogue et sensibiliser les communes et responsables de communes afin qu'ils mettent en place des structures et soutiennent la jeunesse dans leurs activités et loisirs.

Cette recherche se penche particulièrement sur le travail effectué entre le Délégué à la jeunesse, M. Paul Burgener, et les autorités communales valaisannes. Il démontre que la notion de politique jeunesse n'est pas comprise de la même façon selon le contexte et que les engagements des communes sont inégaux. Il éclaire également sur la nécessité de concevoir la politique de la jeunesse de manière transversale.

Dans le cadre de notre recherche, pour des raisons de faisabilité et au vu de l'agenda du Délégué à la jeunesse cantonal, notre intérêt s'est porté plus particulièrement sur le volet des loisirs en termes de politique jeunesse. Nous avons observé, à travers une analyse de contenu de différents documents établis par le Service cantonal de la jeunesse, une vision cherchant à encadrer et socialiser les adultes de demain.

Malgré les efforts fournis par le Délégué à la jeunesse, la tâche semble être encore longue. Notre travail a fait ressortir un manque de moyens et de ressources à disposition pour mettre en place une politique jeunesse plus transversale, moins discriminante et plus à même de dégager et d'identifier les besoins des jeunes, notamment à travers l'établissement de données statistiques précises et d'une meilleure accessibilité et participation des jeunes.

# Table des matières

## Introduction : un intérêt politique et social pour la jeunesse

### Cadre théorique

<b>1</b>	<b>Problématique</b>	<b>9</b>
1.1	Etat actuel de la recherche	9
1.2	Visée de notre recherche	10
1.3	Question de départ	11
1.4	De la nécessité de définir un cadre théorique	11
1.5	Définition : jeunesse	11
1.6	Définition : politique de jeunesse	12
1.6.1	La politique de la jeunesse au niveau helvétique	13
1.6.2	De la difficulté de définir une politique jeunesse au niveau suisse	13
1.7	La politique de la jeunesse valaisanne : le Service cantonal de la jeunesse (SCJ)	14
1.7.1	Une base légale en termes de politique cantonale de la jeunesse	15
1.7.2	La mise en place de la Loi en faveur de la jeunesse	16
1.8	Défis identifiés	16
1.9	Angle d'attaque	19
1.10	Définition politique du problème	19
1.10.1	Mise en place du Délégué à la jeunesse, de la Commission cantonale des jeunes et projets jeunes	21
1.10.2	Commission cantonale des jeunes	21
1.10.3	Les projets jeunes	21
1.10.4	Unité de pilotage de la prévention	22
1.11	Conceptualiser une politique jeunesse au niveau communal	22
<b>2</b>	<b>Cadre Conceptuel</b>	<b>23</b>
2.1	Politique publique : Définition	23
2.2	Un modèle de causalité : le triangle des acteurs	24
2.2.1	Triangle des acteurs	24
2.2.2	Hypothèse causale	25
2.2.3	Hypothèse d'intervention	25
<b>3</b>	<b>Questions et hypothèses de recherche</b>	<b>28</b>
3.1	Hypothèse causale	28
3.2	Hypothèse d'intervention	29
3.2.1	Sous-questions	29
3.3	Etude du cas Valaisan	30
3.4	Présentation des acteurs	31
3.4.1	Les autorités politico-administratives	31
3.4.2	Les groupes cibles	32
<b>4</b>	<b>Méthodologie de recherche</b>	<b>34</b>
4.1	Démarche retenue	34
4.2	Analyse des données	36
4.2.1	Préanalyse : la construction du corpus	36
4.2.2	La Loi en faveur de la jeunesse (Lje, 2001)	39

4.2.3	Manuel pratique à l'attention des Communes et des responsables de Jeunesse : soutien et promotion des activités de Jeunesse extrascolaires ...	42
4.2.4	La brochure Soutien et promotion de la jeunesse dans le canton du Valais : l'heure du bilan dix ans après l'entrée en vigueur de la Loi cantonale en faveur de la jeunesse de 2001 .....	45
4.2.5	Le document de présentation de la Conférence EDICS de novembre 2011 .....	47
<b>4.3</b>	<b>Représentation simplifiée .....</b>	<b>50</b>
<b>5</b>	<b>Interprétation des résultats .....</b>	<b>50</b>
<b>5.1</b>	<b>Identification des bénéficiaires finaux et des groupes tiers (lésés et profiteurs)..</b>	<b>56</b>
5.1.1	Les bénéficiaires finaux : les jeunes âgés de 12 à 25 ans.....	56
5.1.2	Les groupes tiers .....	59
<b>6</b>	<b>Synthèse des résultats.....</b>	<b>64</b>
6.1	Proposition d'un résumé .....	64
6.2	hypothèse causale .....	65
6.3	hypothèse d'intervention .....	65
6.4	Retour à la sous-question .....	66
<b>7</b>	<b>Distance critique et conclusion .....</b>	<b>69</b>
7.1	Conclusion, limites et critiques de notre recherche .....	69
<b>8</b>	<b>Références bibliographiques .....</b>	<b>72</b>
<b>9</b>	<b>Annexe .....</b>	<b>76</b>
9.1	Document de présentation de la conférence e-dics de novembre 2001 (à usage interne uniquement) :.....	76

## Table des illustrations

Schéma 1 : Organigramme du Service cantonal de la jeunesse (canton du Valais)

Schéma 2 : Triangle des acteurs (concepts)

Schéma 3 : Structure de notre travail

Schéma 4 : Etude du cas valaisan (triangle des acteurs)

Schéma 5 : Analyse de contenu et choix des documents

Schéma 6 : Thématiques retenues et hiérarchisées

Schéma 7 : Identification des acteurs (triangle des acteurs)

Tableau 1 : Présentation générique des matériaux : choix des documents

Tableau 2 : Tableau de synthèse 1 : thèmes retenus pour la LJe (2001)

Tableau 3 : Tableau de synthèse 2 : thèmes retenus pour le Manuel pratique à l'attention des communes

Tableau 4 : Tableau de synthèse 3 : thèmes retenus pour la brochure Soutien et promotion de la jeunesse en Valais

Tableau 5 : Tableau de synthèse 4 : thèmes retenus pour le document de présentation de la conférence E-DICS

Tableau 6 : Représentation simplifiée

## Introduction : un intérêt politique et social pour la jeunesse

---

« Bien s'occuper de sa jeunesse, c'est renforcer la vitalité du canton et assurer son futur ! » tel est le mot introductif de M. Claude Roch, Conseiller d'Etat Valaisan et responsable du Département de l'Education de la Culture et du Sport (DECS) dans une brochure établie par le Service cantonal de la jeunesse intitulée « Soutien et promotion de la jeunesse dans le canton du Valais » parue en 2011 et faisant l'état des lieux des activités extra scolaires du canton. Cette vision politique qui cherche à prendre en charge la jeunesse pour assurer un avenir prospère rejoint la thèse de l'auteure Patricia Loncle (2007). En effet, celle-ci relève que :

La jeunesse constitue une part précieuse de la société. Même s'il est fréquent de l'entendre brocarder pour le caractère excessif de certains comportements (...) Même si la prise en charge étatique paraît peu visible vis-à-vis du public (...) L'intérêt que portent les autorités locales et l'Europe à la jeunesse comme outil d'affirmation de leur légitimité politique peut à lui seul démontrer le rôle exceptionnel que joue potentiellement cette population dans un renouvellement des valeurs et des idées démocratiques. (p. 128)

La jeunesse semble apparaître comme une ressource sur laquelle les élites politiques peuvent compter pour accroître leur légitimité. Un caractère novateur est souvent assimilé à cette tranche de la population, une capacité à innover des comportements sociaux, à se démarquer, à développer des stratégies identitaires et des projets divers.

L'intérêt pour la jeunesse n'est pas récent. La jeunesse se conçoit comme une catégorie sociale de pensée construite au fil d'un processus historique. Dans les débats sociaux suivants la fin du 20<sup>ème</sup> siècle la jeunesse devient un sujet toujours plus présent. Au fil du temps, les acteurs sociaux n'ont cessé de parler de la jeunesse. « Wandervögel », « blousons noirs » d'après-guerre, jusqu'aux « sous-cultures » d'aujourd'hui, la question de la jeunesse est devenue un sujet politique. Aussi, on peut constater « un vaste espace pour le traitement politique, juridique et administratif, pédagogique et psychologique, médical et criminel des jeunes » (Schultheis, Perrig-Chiello et Egger, 2009, p. 28).

En Europe, après la deuxième guerre mondiale, l'intérêt pour les politiques envers les jeunes est croissant. « Avec la systématisation puis la généralisation des régimes d'Etat-providence nord-européens à la fin de la seconde guerre mondiale, l'intervention en faveur de la jeunesse s'institutionnalise progressivement dans les différents pays concernés » (Loncle, 2007, p. 121).

Dans le cadre de notre recherche, nous nous pencherons plus particulièrement sur la politique de la jeunesse au niveau du Valais. Notre analyse s'intéressera aux aspects extrascolaires et au rôle du Service Cantonal de la jeunesse, plus spécifiquement à l'action du Délégué à la jeunesse dans son rôle de pilotage et de collaboration avec les communes et responsables de communes visant à promouvoir les droits et les aspirations des jeunes.

Pour comprendre le contexte et le fonctionnement d'une telle administration, en ressortir les enjeux et les aspects qui pourraient être améliorés, ce travail se doit



d'être interdisciplinaire. Afin de mieux saisir la dynamique de la politique de la jeunesse en Valais, notre recherche s'est intéressée à différents ouvrages et thèses développées par des auteurs venant de champs scientifiques différents, telles que la sociologie, les sciences politiques ou encore la psychologie. Pour appliquer et contextualiser notre recherche au niveau valaisan, notre analyse a également recouru à différents documents officiels établis par le Service cantonal de la jeunesse (SCJ) du canton du Valais. Certains concernent les dispositions légales qui régissent et définissent les compétences du SCJ et du Délégué. C'est le cas de la loi en faveur de la jeunesse (2001). D'autres documents permettent plutôt de faire le point sur les activités et projets des jeunes et expliquent, en partie, le fonctionnement de la politique jeunesse valaisanne.

Cette approche articulant des documents diffusés par le Service cantonal de la jeunesse, des dispositions légales et prenant en compte les apports théoriques proposés par des auteurs issus de champs scientifiques différents, permettra un échange de matière et de savoir. Notre travail se conçoit comme un dialogue entre les disciplines, un partage des connaissances au sens de Morin (2003).

## Cadre théorique

---

### 1 Problématique

#### 1.1 Etat actuel de la recherche

La recherche de Frossard (2003) porte sur l'analyse de toutes les politiques cantonales de jeunesse en Suisse. Son ouvrage fait ressortir le canton du Valais comme l'un des plus performant en la matière. Cependant, cette recherche reste basée sur le cadre légal et l'aménagement institutionnel des politiques de jeunesse, ne prenant pas en compte une approche interdisciplinaire sur les questions de jeunesse et d'enfance. Au niveau cantonal, d'autres recherches et mandats établis par le Département de l'Education de la Culture et du Sport (DECS) ont été élaborés. Eggs et König (2008) ont notamment évalué l'impact de la loi en faveur de la jeunesse (LJe) et d'un manuel pratique à l'attention des communes, associations et responsables de jeunesse sur le Valais romand. Cette recherche s'est penchée plus particulièrement sur les activités extrascolaires et l'axe Soutien et Promotion prévu au Chapitre 3 de la LJe.

Dans le contexte valaisan, la définition d'une politique jeunesse paraît floue, particulièrement au niveau des communes. Les politiques communales semblent y attribuer des sens variés, mettant en avant le volet activités extrascolaires plutôt que de cibler sur les aspects de protection, prestation ou prévention. Ces constats sont relevés dans une enquête établie par le groupe de liaison des activités de jeunesse du Valais Romand (n.d.) sur la politique jeunesse des communes valaisannes.

Au niveau Suisse, Schultheis, Perrig-Chiello et Egger (2009), établissent un tour d'horizon sur le programme de Recherche National 52, une étude pluridisciplinaire intéressée par les conditions de vie des enfants et des jeunes sur l'ensemble de la Suisse. Ces auteurs constatent qu'en raison de la structure

fédérale de la Suisse, ce sont à la fois les communes, les cantons et la Confédération qui sont chargés de la politique de l'enfance et de la jeunesse. Il n'existe pas un ministère qui règle les politiques de l'enfance et de la jeunesse. Ainsi, il ressort de nettes différences cantonales et communales sur le plan des fonctions, des compétences et des ressources déployées. Zermatten (2005) relève également cet aspect et parle d'un manque de transversalité entre les différents organes en charge des questions de l'enfance au niveau helvétique.

Sous un angle supranational, Loncle (2010) relève que la jeunesse attire l'attention des médias et des élites politiques mais que toutefois, les politiques de jeunesse semblent peu étudiées en Europe. L'auteure souligne que les politiques publiques ciblant la jeunesse paraissent faibles, fragmentées et ont tendance à s'appliquer à un niveau local avec des aménagements relativement diversifiés.

Les études présentées ci-dessus permettent, dans un premier temps, de visionner ce qui a déjà été étudié dans le contexte valaisan. Nous relevons un manque d'études sur la question.

## **1.2 Visée de notre recherche**

En Valais, depuis 2001, il existe la Loi en faveur de la jeunesse (LJe) se référant notamment, dans son préambule, à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (1989).

Cette loi constitue la base légale pour les différents secteurs et offices prévus par le Service cantonal de la jeunesse (SCJ), service rattaché au Département de l'éducation, de la culture et des sports (DECS) du canton du Valais.

La LJe reprend, dans son Chapitre premier, les principes généraux établis par la Convention des Nations Unies relatives aux droits de l'enfant. Elle définit quatre axes principaux régissant la fonction et la compétence du service: Promotion, Soutien, Prévention et Protection. Ce service sollicite de très nombreux acteurs, professionnels et spécialistes des questions de la jeunesse et de l'enfance. Pour des raisons de faisabilité et d'accessibilité dans notre recherche, nous nous focaliserons sur les axes Promotion, Soutien, puis, dans un deuxième temps, sur l'axe Prévention, relatifs à l'agenda du Délégué à la jeunesse, Monsieur Paul Burgener.

Au vu de l'état actuel de la recherche et du fait qu'il n'existe, pour le moment, aucun consensus quant à la définition d'une ligne politique claire en matière de politique publique de la jeunesse tant au niveau cantonal que communal, ce travail de mémoire a pour ambition d'examiner la spécificité de la politique de la jeunesse en termes de Promotion, Soutien et Promotion au niveau du pilotage politique effectué à l'échelle de l'Etat du Valais. Nous verrons si l'action du Délégué à la jeunesse répond aux enjeux et défis de la jeunesse, quels jeunes participent et bénéficient d'un tel service.

### **1.3 Question de départ**

Notre question de départ part du caractère intuitif et point de vue suivant :

- Comment la politique de la jeunesse valaisanne répond-elle aux défis de la jeunesse du canton?

### **1.4 De la nécessité de définir un cadre théorique**

Dans la construction de notre recherche, il convient de poser un cadre théorique et de définir les notions qui portent sur la politique de la jeunesse dans un contexte donné.

Afin de comprendre et analyser la politique de la jeunesse valaisanne, il est nécessaire de définir le concept de jeunesse, les enjeux de sa définition et comment cette notion s'inscrit dans le contexte valaisan. Aussi, la notion de politique de la jeunesse ou politique jeunesse ne peut être considérée comme un concept figé. Elle nécessite une définition en contexte. Pour se faire, dans le cadre du Valais, il conviendra de s'intéresser à l'aménagement politico-administratif prévu, à la représentation normative donnée par les professionnels et élites politiques concernés par les questions de l'enfance et de la jeunesse. Nous présenterons notamment l'administration politique qu'est le Service cantonal de la jeunesse, ses bases légales ainsi que l'action du Délégué à la jeunesse.

### **1.5 Définition : jeunesse**

Diverses recherches relèvent, dans notre espace social, une jeunesse souvent montrée du doigt à travers les médias et dans les discours politiques. Les jeunes semblent souvent dénoncés pour leurs comportements déviants et délinquants. Huerre (2003) fait notamment le constat d'une stigmatisation systématique sur la santé des jeunes : on parle par exemple de schizophrénie, de consommation de produits illicites ou tentatives de suicide.

Cette représentation négative de la jeunesse de la part des acteurs sociaux est aussi le constat de plusieurs auteurs tels que Pommier, Laurent-Beq et Deschamps (2007). Ces derniers relèvent, dans le discours commun et médiatique, une jeunesse qualifiée, de façon récurrente, en termes négatifs. Dans les propos du sens commun, on entend souvent parler des jeunes délinquants ou jeunes sans travail. Aussi, les auteurs ajoutent que l'analyse de l'état de santé des jeunes porte de plus en plus sur les comportements dits « à risques » en termes de sexualité, consommation d'alcool, tabac, drogues illicites, habitudes alimentaires et la violence.

Il en va de même pour le contexte valaisan, on retrouve parfois, dans le discours médiatique, la représentation d'une jeunesse dénoncée pour ses actes de violence. La question de la jeunesse demeure au cœur du champs politiques et médiatiques valaisans.

Historiquement, l'évolution démographique semble également un facteur non négligeable pour la compréhension de la jeunesse. A la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, la mortalité chute, l'industrialisation et l'urbanisation engendrent un rajeunissement des grandes villes. La société helvétique se retrouve face à une jeunesse qui ne peut être absorbée par le marché de l'emploi et de l'enseignement. A cette même période apparaît la perception de l'adolescent à l'abandon et enclin à la délinquance. Ces discours auraient débouché sur l'aménagement d'une politique étatique concernant la jeunesse. L'Etat s'est alors intéressé progressivement à normaliser juridiquement cette période de la vie qu'est la jeunesse (Schultheis, Perrig-Chiello et Egger, 2009).

La jeunesse se présente donc comme une construction politique et sociale. C'est ce qui est défendu dans la thèse de Pierre Bourdieu (1984). L'auteur postule que les divisions entre les âges sont arbitraires. Dans cette conception, la notion jeunesse apparaît comme une catégorie construite par une élite dominante et doit être comprise en contexte. Dans ce même ordre d'idées, Mauger (1994, p.22) relève que « la classification par âge, comme toute forme de catégorisation sociale est le produit d'un travail de délimitation, de définition, de représentation, de construction d'identité ». Quelle que soit la représentation de l'espace social, on peut repérer des « jeunesses dont les contours varient d'un champ à l'autre, d'une classe à l'autre, d'un sexe à l'autre à l'intérieur d'une classe, et même d'une région à l'autre » (Mauger, 1994, p.23).

Du fait que la notion de jeunesse ne puisse être considérée comme un concept figé, qu'elle fait l'objet d'une catégorisation et d'une construction socio-historique, il est nécessaire de contextualiser et conceptualiser la jeunesse dans le contexte du Valais. Ceci permettra une meilleure compréhension de la politique valaisanne en faveur de la jeunesse.

## **1.6 Définition : politique de jeunesse**

Diverses politiques publiques en faveur de la jeunesse ont été mises en place et selon différents dispositifs. Loncle (2007) parle d'une institutionnalisation de la jeunesse. La définition d'une politique de la jeunesse dépendra de la manière dont les acteurs concernés la définissent. L'auteure relève également que la notion de politique jeunesse dépendra de « la manière dont sont pensées les actions publiques » et constate une « diversité des définitions de la jeunesse dans les différents pays européens » (Loncle, 2007, p.14).

Le pilotage d'une politique jeunesse n'est pas le même selon les budgets attribués, la force politique majoritaire, l'engagement de bénévoles et le poids des groupes de pressions. Loncle (2010) soulève également que :

... les caractéristiques de l'intervention publique et associative en direction de la jeunesse tendent à se différencier sous les effets conjoints de la hausse des réglementations, des budgets accordés ainsi que par la détermination plus formelle des professionnels et bénévoles spécifiquement désignés pour prendre en charge cette population. (p.39)

La politique de la jeunesse se comprend au travers de différents enjeux qui sont le résultat de perceptions et d'interprétations concurrentes. Elle se lit comme une construction sociale dans un contexte de rapports de force (Berger, Luckmann, 1967).

### **1.6.1 La politique de la jeunesse au niveau helvétique**

Comme mentionné dans le cadre de notre problématique, Schultheis, Perrig-Chiello et Egger (2009) constatent qu'en raison de la structure fédérale de la Suisse, ce sont à la fois les communes, les cantons et la Confédération qui sont chargés de la politique de l'enfance et de la jeunesse. Il ressort de nettes différences cantonales et communales. La Confédération respecte les principes du fédéralisme et de la subsidiarité pour l'aménagement d'une politique de l'enfance et de la jeunesse en Suisse. Ces principes impliquent que les cantons et les communes exercent leur compétence dans les domaines où ils sont à même de remplir eux-mêmes les tâches.

En ce qui concerne l'administration cantonale, la politique de l'enfance et de la jeunesse dépend des départements les plus divers, dont les domaines varient selon les cantons, domaines tels que l'éducation, la formation, la justice, le social, la santé et l'économie.

L'intervention de la Confédération n'apparaît qu'en complément et en soutien du canton et des communes. Cette configuration reste la même en terme de politique sociale, éducative, culturelle et de santé. Pour le cas qui nous intéresse, le canton, les villes et communes sont compétents en premier lieu pour la politique de l'enfance et de la jeunesse.

D'autres tâches en matière de protection des enfants et des jeunes, de promotion de la jeunesse restent néanmoins liées aux actions de la Confédération.□□ Il convient aussi de rappeler que de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) jouent un rôle dans la politique de l'enfance et de la jeunesse en Suisse.

### **1.6.2 De la difficulté de définir une politique jeunesse au niveau suisse**

Le groupe de liaison des activités jeunesse du canton de Vaud (1999) met en avant la difficulté de définir la notion politique jeunesse. Il apparaît que ce terme répond à une dynamique actuellement à la mode mais que son contenu semble souvent mal défini. Une politique jeunes est souvent comprise comme une politique de protection ou d'aide à la jeunesse, bien qu'elle touche un champ beaucoup plus vaste. Dans ce sens, la Commission fédérale de la jeunesse (1998, p.15) définit la notion Politique de la jeunesse comme une « politique de société qui prenne en compte, à tous les niveaux et dans tous les domaines, la situation, les besoins et les attentes de la jeune génération. »

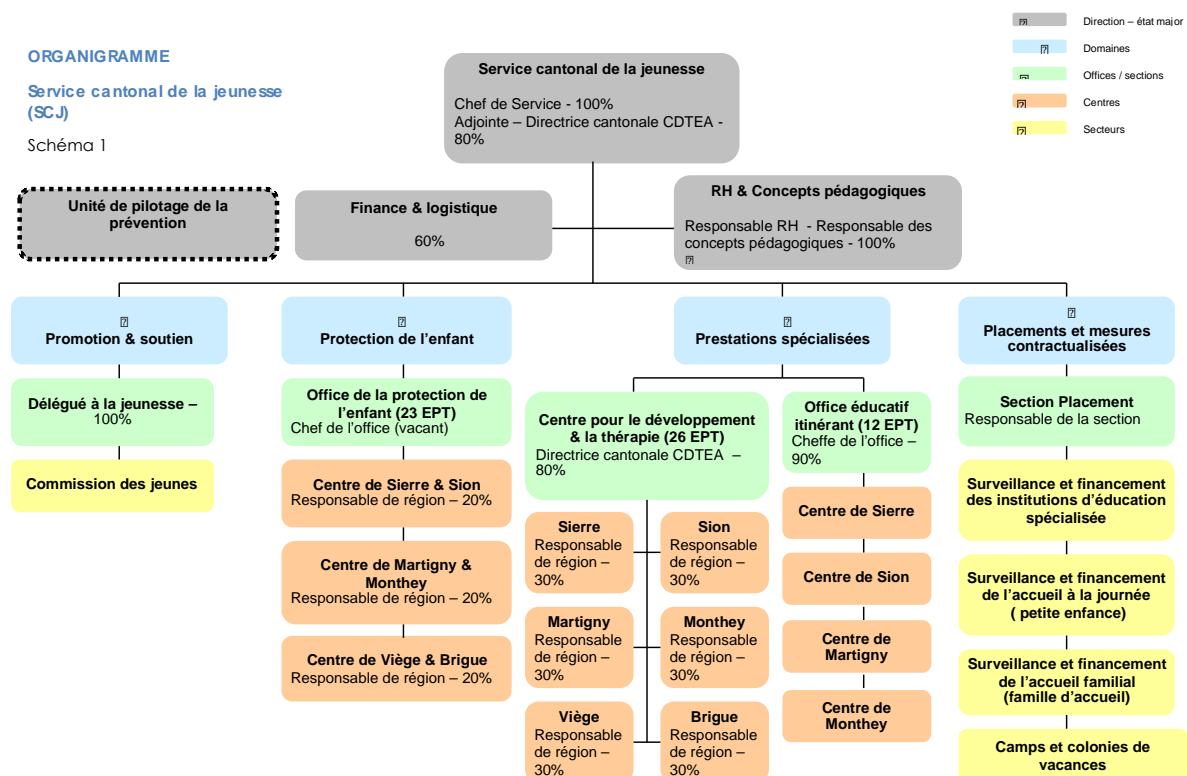
Ainsi, le secteur de la jeunesse devrait être considéré comme un domaine transversal touchant diverses thématiques d'action de l'Etat impliquant les enfants et les jeunes. Il devrait considérer la scolarité, la formation mais aussi l'aménagement

du territoire, en prenant en compte, par exemple, les besoins d'espaces des jeunes, l'aménagement de zones avec limitation de la vitesse de circulation comme les espaces de jeux.

## 1.7 La politique de la jeunesse valaisanne : le Service cantonal de la jeunesse (SCJ)

Il convient à présent de présenter le fonctionnement et les objectifs du Service cantonal de la jeunesse, particulièrement l'apparition du poste Délégué à la jeunesse pour voir comment les jeunes sont pris en compte et catégorisés.

La responsabilité de la prise en charge des enfants et des jeunes dans les cantons incombe aux administrations de la jeunesse ou aux services de protection de la jeunesse, services de santé de la jeunesse, services administratifs médicaux-pédagogiques, ainsi qu'aux autorités tutélaires, aux différents services sociaux, psychiatrie infantile, police, centres médicaux et psychiatriques scolaires (Schultheis, Perrig-Chiello, Egger, 2009). Dans le contexte valaisan, le Service cantonal de la jeunesse (SCJ) assume une part importante de ces tâches. Le SCJ se rattache au Département de l'Education, de la Culture et du Sport (DECS). Afin de schématiser et mieux saisir la description qui suit, nous vous exposons l'organigramme qui suit :



L'objectif du Service cantonal de la jeunesse (SCJ) est de mettre en place des activités de prévention, de renforcer la protection infanto-juvénile et offrir des prestations aux enfants, aux jeunes et à leurs familles lorsque leur développement psycho-social est perturbé ou en danger de l'être. Les tâches du Service comprennent:

- Promotion et soutien de la jeunesse ;
- Autorisation, subventionnement et haute surveillance d'organismes socio-pédagogiques ambulatoires et stationnaires pour enfants et jeunes ;
- Autorisation et haute surveillance des colonies et camps de vacances ;
- Participation à l'élaboration, la mise en place et l'évaluation de programmes de prévention renforçant les compétences sociales et le développement des jeunes ;
- Collaboration à la mise en place du programme « Éducation sociale et promotion de la santé » ;
- Planification, mise en place et évaluation de mesures de protection de l'enfant ;
- Prestations ambulatoires au niveau de l'aide spécialisée en faveur d'enfants et de jeunes.

Pour réaliser ses objectifs, le Service cantonal de la jeunesse (SCJ) s'organise en différentes unités :

- Section administrative (SA)
- Secteur petite enfance
- Office pour la protection de l'enfant (OPE)
- Unité de psychiatrie et de psychothérapie de l'enfant et de l'adolescent (UPEA)
- Colonie de vacances
- Activités extrascolaires (Délégué à la jeunesse)
- Centre pour le développement et la thérapie de l'enfant et de l'adolescent (CDTEA)
- Office éducatif itinérant (OEI)

### 1.7.1 Une base légale en termes de politique cantonale de la jeunesse

Le Service cantonal de la jeunesse tout comme l'ensemble de ses unités disposent d'une base légale définissant les différents aspects relatifs au Service et visant à conceptualiser la politique jeunesse du canton. Cette base légale, la Loi en faveur de la jeunesse (LJe, 2001) est le fruit d'un processus socio-historique que nous présenterons par la suite. La Loi en faveur de la jeunesse s'inspire notamment de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (1989).

La Loi en faveur de la jeunesse aborde les droits des enfants et des jeunes sous quatre angles :

1. **La Promotion**, qui vise à identifier les besoins des jeunes, à les encourager et favoriser le dialogue avec les collectivités publiques ;
2. **Le Soutien**, qui vise entre autres à encourager les activités loisirs des jeunes et les organismes jeunesse en place ;

3. **La Prévention**, qui cherche à mettre en place des programmes et mesures dans le but de réduire en amont, les mises en dangers potentielles des enfants et des jeunes ;
4. **La Protection**, qui a pour objectif d'établir des mesures afin de protéger les enfants et les jeunes lorsque leur santé, développement physique, psychique ou social sont menacés.

### 1.7.2 La mise en place de la Loi en faveur de la jeunesse

Pour comprendre l'apparition de la Loi en faveur de la jeunesse et la mise en place du poste de Délégué à la jeunesse, il faut remonter aux années 90. A cette période, il ressortait des expériences de terrain, des constats des différents protagonistes spécialisés dans les question de la jeunesse et de l'enfance, des débats publics et de diverses interventions de la part des élites politiques valaisannes, l'absence d'une base légale dans la législation relative aux tâches de promotion, de prévention, de protection et d'aide spécifiques en faveur des enfants et adolescents en Valais.

Le Conseiller d'Etat Serge Sierro, alors Chef du Département de l'instruction publique, avait mandaté la direction du SCJ afin de préparer un avant-projet de Loi-cadre. Le but était d'englober les tâches et les activités de protection, de promotion et de prévention. Walter Schnyder, Maurice Nanchen et Christian Nanchen ont ainsi rédigé les grandes lignes de la Loi en faveur de la jeunesse dans un travail préparatoire.

Par la suite, le Chef du Département de l'époque a fait nommer, par le Conseil d'Etat, une Commission extraparlamentaire composée de la direction du Service, de spécialistes de la jeunesse, de représentants de tous les partis politiques ainsi que des députés impliqués en faveur d'une nouvelle législation. Après une année de travail préparatoire, la Loi en faveur de la jeunesse (LJe) a été présentée au Conseil d'Etat en automne 1999 puis approuvée par le Grand Conseil en date du 11 mars 2000. La LJe est devenue l'outil principal de la politique en faveur de la jeunesse dans le canton du Valais.

### Commission pour la promotion et la protection de la jeunesse

Depuis la mise en place de la LJe, une Commission pour la promotion et la protection de la jeunesse composée de 14 membres et de son président, le Chef du Département Monsieur Claude Roch, se réunit deux fois par an et discute de sujets relatifs à la jeunesse. Elle valide un rapport annuel et les objectifs fixés pour l'année suivante.

## 1.8 Défis identifiés

D'une manière générale, l'aménagement d'une politique publique dépendra de différents facteurs et ressources mobilisés par les acteurs institutionnels. Il en va de même lorsque nous parlons de politique jeunesse. Pour un tel aménagement, les conditions et ressources suivantes doivent être mises en avant (Knoepfel, 2009):



- le droit permettant une base légale à l'Etat et attribuant la compétence de piloter la politique institutionnelle ;
- le personnel à disposition, des formations continues prévues, etc. ;
- le financement des budgets prévus pour pouvoir assurer les services et la bonne conduite de la politique substantielle ;
- une organisation et des interactions des divers acteurs concernés ;
- le temps à disposition ;
- les infrastructures à disposition ;
- le soutien politique;

Du fait que le concept jeunesse se présente comme une construction politique et sociale, le traitement politique de la jeunesse dépendra toujours des perceptions, des représentations, des intérêts et des ressources dont disposent les différents acteurs publics et privés (Vlassopoulou, 1999).

En effectuant un tour d'horizon sur la littérature relative aux politiques de la jeunesse, nous avons pu rassembler et préétablir les défis et thèmes généraux suivants :

### **Santé**

Le concept santé comprend à la fois l'aspect physique et psychique. En psychologie, Alfödi (2005) a établi des critères de danger psychique et physique à prendre en compte pour s'assurer du bon développement d'un enfant. En sociologie, Patricia Huerre (2003) se penche sur la construction sociale établie par les médias pour parler de la jeunesse. Elle fait le constat d'une stigmatisation des jeunes. L'axe thématique « santé psychosociale des enfants, des jeunes et de leur famille » a également été pris en compte dans le cadre du PRN 52 (Schultheis, Perrig-Chiello et Egger, 2009). Nous trouvons donc judicieux de mettre en avant cette notion pour parler de la politique publique de la jeunesse. Ce concept répond notamment au principe du droit à la vie et au respect d'un développement adéquat pour chaque enfant prévu par l'article 6 de la Convention des Nations Unies (1989).

### **Espace**

Selon Schultheis, Perrig-Chiello et Egger (2009), l'environnement d'un enfant et d'un jeune fait partie de ses expériences les plus fondamentales. Cet espace comprend le logement de la famille mais également les environs du logement, les infrastructures et espaces publics à disposition. Les espaces publics apparaissent ici comme des cadres d'auto-socialisation des jeunes. Ces lieux sont à l'écart du monde adulte, où les jeunes disposent de leurs propres normes et pratiques. L'expérience n'est pas la même pour un jeune issu d'un milieu urbain précaire que pour un jeune d'un milieu rural. La conquête d'espace apparaît comme un critère essentiel lorsqu'on parle de politique de la jeunesse.

### **Participation politique**

Loncle (2007) observe un désintérêt des jeunes pour la question politique en Europe. L'auteure explique qu'il est possible de se référer, d'une part, aux mutations démographiques, les jeunes devenant mécaniquement moins nombreux, donc moins présents dans l'espace politique. Nous relevons également que sur l'ensemble de l'Europe le droit de vote débute de manière générale dès l'âge de 18 ans. Des propositions ont également été établies pour que les structures politiques traditionnelles fassent de la place aux jeunes et les impliquent.

### **Pratiques culturelles émergentes**

Beaucoup de travaux et recherches sociologiques observent l'acteur jeune et ses stratégies identitaires, ses projets et sa capacité à innover des comportements sociaux. Des auteurs comme Boucher et Vulbeau (2003) identifient les pratiques et émergences culturelles en milieu rural. Bégaudeau et Sorman (2010) démontrent comment les pratiques des jeunes autrefois stigmatisées ont pu se banaliser et devenir des normes sociales acquises. Nous voyons ici une dynamique importante, donner de la place aux jeunes pour qu'ils prennent partie intégrante à notre société.

### **Redéfinition de l'âge adulte**

Chercheurs et décideurs politiques s'accordent à parler aujourd'hui d'une redéfinition de l'âge adulte. Olivier Galland (2001) remarque un allongement généralisé de la jeunesse. L'entrée des jeunes dans la vie adulte se fait de plus en plus tardivement, et les figures de l'adulte sont plus floues. Loncle (2007) parle de logiques de l'allongement de la dépendance, beaucoup de jeunes ayant tendance à rester au domicile familial pour des raisons économiques. De Singly (2000) ajoute que cette redéfinition de l'âge adulte introduit un caractère instable dans les transitions du jeune acquérant le statut d'adulte. Aussi, l'Office fédéral de la statistique (2007) établit une moyenne fixée à 22,8 ans pour mesurer ce rapport de dépendance en Suisse.

### **Autonomie**

Cette thématique reste directement liée à la précédente lorsque nous parlons des logiques de la dépendance. Pour Lefresne et Loncle (2007), on peut entendre l'autonomie comme un équilibre entre la liberté et l'approbation accordée par les parents et le jugement de soi conçu par le jeune. L'accès des jeunes à l'autonomie renvoie aux sphères du travail, du logement, de la parentalité et au développement d'une citoyenneté politique, économique et sociale.

### **Formation**

Schultheis, Perrig-Chiello et Egger (2009), constatent que la Confédération est depuis longtemps active pour traiter le problème du chômage des jeunes, ce dernier étant plus élevé que la moyenne nationale. En effet, les moments de transitions vécus par un jeune entre l'école, la formation professionnelle et la profession sont toujours menacés par un risque élevé de chômage.

### **Intégration**

Les résultats du Programme national de recherche (PNR 52) font ressortir que la Suisse est un pays d'immigration. En effet, dans la composition de la jeunesse, un tiers serait concerné par une histoire migratoire et un quart des jeunes de moins de 25 ans n'aurait pas de passeport suisse. Environ un couple sur deux aurait un partenaire étranger. On peut ainsi concevoir que le défi sur le plan politique et dans la société civile concernant les efforts d'intégration, implique directement les enfants et les jeunes. Les jeunes issus de la migration seraient particulièrement touchés par des problèmes scolaires et dans leur passage à la vie professionnelle (Schultheis, Perrig-Chiello et Egger, 2009).

### **Précarité**

Schultheis, Perrig-Chiello et Egger, (2009) observent un cumul de situations économiques et sociales difficiles, ayant un impact décisif sur les chances et perspectives de vie offertes aux enfants et aux jeunes. Le concept de précarité va

impliquer les possibilités de formation, les débouchés mais également affecter le développement psychique, physique, social et culturel de ces derniers.

### **Criminalité**

Divers auteurs relèvent une attention politique particulière sur la question de la criminalité des jeunes. Huerre (2003) défend que la jeunesse est souvent montrée du doigt par les médias et les politiques. Les jeunes semblent souvent dénoncés pour leurs comportements déviants et délinquants (Becker, 1985). En Suisse, les délits graves restent une exception rare. La criminalité concerne le plus souvent des vols, des dommages à la propriété, des infractions à la loi sur la circulation et des infractions à la loi sur les stupéfiants. (Schultheis, Perrig-Chiello et Egger, 2009).

Ces différentes thématiques démontrent bien qu'une politique de la jeunesse et de l'enfance doit être prise de manière transversale. Ces points appuient également la thèse de Zermatten (2005) défendant la nécessité d'une politique de la jeunesse et de l'enfance plus transversale. Les thèmes relatifs aux droits des enfants et des jeunes sont vastes. On comprend mieux la position de la Commission fédérale de la jeunesse et le positionnement de Schultheis, Perrig-Chiello et Egger (2009) qui défendent vouloir englober les différentes problématiques qui touchent la jeunesse.

## **1.9 Angle d'attaque**

Il semble important de situer les politiques publiques à destination de la jeunesse et de s'interroger sur la manière dont les pouvoirs publics posent les questions sociales relatives à la jeunesse. Une politique en faveur de la jeunesse a pour ambition d'influer les parcours des jeunes, de les protéger contre les différents risques sociaux et de garantir leurs droits.

Dans le cadre de notre recherche nous n'aurons pas la prétention d'aborder l'ensemble des thématiques présentées. Afin de cibler et pour des raisons de faisabilité, notre recherche se centrera sur ce que les acteurs, dans un espace donné, définissent comme un problème politique ayant pour thématique la jeunesse. Dans le contexte qui nous intéresse nous nous pencherons plus particulièrement sur le volet des loisirs et des activités extrascolaires dans le cadre d'une politique de la jeunesse. Ceci nécessite de mettre en avant la définition d'un problème politique dans un contexte donné. Cette définition dépend des acteurs concernés, du poids des élites dominantes et de la manière dont ces derniers conceptualisent le problème politique.

## **1.10 Définition politique du problème**

Chaque politique publique vise à résoudre un problème politique. Dans le contexte valaisan, le problème politique se définit notamment par la représentation sociale et le constat des élites politiques et des acteurs concernés par les questions de la jeunesse. Dans le discours de la Commission cantonale des jeunes (2007) Il apparaît que les jeunes manqueraient d'espaces de socialisation qui leur permettraient de grandir en conciliant à la fois leurs besoins d'affirmation et leurs besoins d'appartenance à des communautés. Le Département de l'Education, de la Culture et du Sport (2011) confirme ce constat et explique la pertinence d'attribuer

un budget pour aider les jeunes dans leur projets afin qu'ils occupent leur temps libre de manière positive.

Dans la brochure « Soutien et promotion de la jeunesse dans le canton du Valais : l'heure du bilan dix ans après l'entrée en vigueur de la Loi en faveur de la jeunesse de 2001 » établie sous mandat du DECS, on retrouve une interview consacrée à M. Paul Burgener (Délégué à la jeunesse du canton) mettant en avant que :

Les temps ont énormément changé. Autrefois, beaucoup de jeunes étaient intégrés dans les associations de l'Eglise, ils travaillaient dans les champs, à la vigne, etc. et ils étaient bien occupés. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Un certain nombre de jeunes traînent sans but et pour cette raison, il est important que l'Etat et les communes encouragent les jeunes à participer et à profiter de toutes les prestations qui leur sont offertes. (2011, p.68)

Il y aurait donc un manque d'espace prévu pour les jeunes pouvant se traduire par de la frustration, des activités et actes tels que le vandalisme et autres comportements à risque.

Dans ce même interview, M. Burgener relevait également que :

Dans les villes et certains districts, les activités extrascolaires sont très bien installées. Par contre, ce n'est pas le cas dans les plus petits villages et dans quelques districts. Il y a encore énormément à faire, je regrette cette inégalité de traitement. Tous les jeunes ne sont pas soutenus de la même façon par les autorités communales ... (2011, p.68)

Ces propos mettent en avant la problématique d'un manque de ligne directrice et d'une fragmentation dans la conduite d'une politique jeunesse au niveau des communes valaisannes offrant des espaces et infrastructures extrascolaires. Cette difficulté était déjà relevée dans d'autres recherches, notamment celle de Eggs (2008) et à l'échelle helvétique dans le cadre du projet PRN52.

**Synthèse :** Au vu de la représentation faite par les acteurs du SCJ, on définira le problème politique des jeunes comme un manque d'espace pour les activités loisirs et une inégalité de traitement selon les engagements des communes, ce qui pourrait générer des formes de frustrations chez les jeunes.

En définissant le problème politique sous cet angle, notre analyse portera plus spécifiquement sur les aspects d'espace, loisirs, activités extrascolaires, infrastructures et projets en faveur des jeunes. Ceci nous amène à nous centrer plus particulièrement sur les thèmes Promotion et Soutien prévus par la Loi en faveur de la jeunesse (LJe, 2001).

Pour mieux comprendre et se centrer sur ces aspects, il convient de présenter le cadre légal de la Loi en faveur de la jeunesse, particulièrement le rôle et travail effectué par le Délégué à la jeunesse, M. Paul Burgener.

### **1.10.1 Mise en place du Délégué à la jeunesse, de la Commission cantonale des jeunes et projets jeunes**

Lors de l'élaboration de la LJe, la Commission cantonale a nommé un Délégué à la jeunesse en la personne de Paul Burgener, un intervenant qui collaborerait avec les organisations de jeunes, les communes et responsables de jeunesse.

La mise en application de la Loi en faveur de la jeunesse (LJe) s'est traduite concrètement, en 2001 par la mise en place d'une Commission des jeunes ainsi qu'une Commission pour la promotion et la protection de la jeunesse. Un budget de 250'000.- est attribué chaque année. Ce budget est mis à disposition du Délégué et de la Commission des jeunes qui traitent des projets en faveur des jeunes.

La Commission des jeunes a pour tâche de préavisier les demandes de soutien financier. Environ 80% des demandes reçoivent une approbation pour un soutien cantonal (Eggs, 2008).

### **1.10.2 Commission cantonale des jeunes**

Nommée par le Conseil d'Etat, la Commission des jeunes collabore avec le Service cantonal de la jeunesse (SCJ). Elle est chargée d'évaluer et de préavisier les demandes reçues pour le soutien de projets. Elle soumet également au chef de service et au chef du DECS des propositions destinées au soutien à la jeunesse, pour les services cantonaux concernés. Ses membres élaborent aussi des projets spécifiques ou mettent en place du matériel d'information et d'orientation pour les jeunes, les institutions ou les communes. L'ensemble de ses membres sont des adultes.

Les objectifs et tâches sont répertoriés dans le règlement sur différentes structures en faveur de la jeunesse (2001). La Commission a pour mandat d'encourager et promouvoir les activités extrascolaires et de permettre aux jeunes de proposer des projets.

### **1.10.3 Les projets jeunes**

Un projet doit satisfaire plusieurs critères. Il doit répondre aux aspects suivants :

- être extrascolaire
- réalisable
- novateur
- un budget doit être prévu
- ne pas avoir un but lucratif

La Commission tient compte également de l'effet, de la durée, de l'engagement, de l'ouverture et de l'originalité d'un projet. En dix ans, la Commission a financé 598 projets.

Divers projets des plus variés semblent s'être mis en place ces dix dernières années mais les projets musicaux semblent rencontrer le plus de succès. Les projets

d'infrastructures arrivent en deuxième position. Ces derniers nécessitent des montants plus élevés, offrent des prestations pour des espaces extrascolaires sur une plus longue durée et toucheraient plus de jeunes.

#### **1.10.4 Unité de pilotage de la prévention**

En 2011, lors de la journée E-DICS, une conférence réunissant l'ensemble des collaborateurs du SCJ afin d'établir un compte rendu de l'année écoulée et discuter des aspects à améliorer pour l'année suivante, le Service cantonal de la jeunesse s'est fixé pour objectif d'établir une unité de pilotage de la prévention, dans l'idée de centraliser la prévention. Le SCJ parlait également de mettre en place une coordination plus effective entre le terrain et le canton ainsi qu'une meilleure coordination dans le but de diffuser une ligne directrice plus claire aux communes en termes de politique de jeunesse.

Pour se faire, de nouvelles structures ont été imaginées, telles que :

- une Assemblée des délégués de jeunesse communaux permettant un espace d'échange entre communes et canton annuelle, rassemblant tous les délégués des communes et le délégué à la jeunesse cantonal.
- Un observatoire de la jeunesse et de la famille dans le but d'envisager une meilleure coordination de la politique de la jeunesse, rassemblant les responsables des différents secteurs en charge de la jeunesse tels que le Département de l'éducation de la culture et du sport, le Tribunal des mineurs, la Police, les communes et les autorités tutélaires ont été prévus : charge à Monsieur Burgener de mettre en place cet observatoire.
- Un Comité de conduite réunissant l'ensemble des chefs de Services du DECS pour une meilleure cohérence des mesures.

Le SCJ entendait centraliser la prévention, favoriser la participation des jeunes et permettre une meilleure transversalité et coordination des acteurs concernés.

#### **1.11 Conceptualiser une politique jeunesse au niveau communal**

Cibler sur les activités extrascolaires dans le but d'analyser la problématique d'espace insuffisant à disposition des jeunes et d'inégalité de traitement au niveau communal est doublement justifié par les résultats présentés par l'étude réalisée par le Groupe de liaison des activités de jeunesse du Valais romand (n.d.). Cette recherche met en évidence les définitions construites par les communes valaisannes en termes de politique jeunesse.

En effet, au niveau des communes valaisannes, la définition d'une politique jeunesse demeure floue particulièrement au niveau des communes. Ces acteurs semblent y attribuer des sens différents, tout en privilégiant de manière constante le volet activités extrascolaires aux aspects de protection, prestation ou prévention. L'étude du Glaj.VSr s'est intéressée aux terminologies utilisées par les communes

pour définir une politique de la jeunesse. Par politique jeunesse, les communes interrogées entendent principalement :

- ❖ la création et le suivi d'une maison de jeunes ;
- ❖ l'engagement d'un animateur socio-culturel ou éducateur de rue ;
- ❖ une subvention ou un soutien aux sociétés locales ;
- ❖ une subvention ponctuelle aux projets des jeunes ;
- ❖ la mise à disposition de locaux, d'infrastructures sportives ;
- ❖ les activités extérieures, l'organisation d'activités et événements spécifiques à la jeunesse ;
- ❖ Il ressort également de ces terminologies les aspects de participation et soutien aux centres scolaires de la région, écoles de musique, ludothèques, bibliothèques.

Force est de constater, que les communes rejoignent, dans leur conception d'une politique jeunesse, les aspects relatifs aux activités extrascolaires et aux notions de Promotion et de Soutien prévus dans le cadre de la loi en faveur de la jeunesse (LJe). Cette définition de la politique jeunesse rejoint notamment l'Article 31 de la CDE (1989) visant à favoriser et encourager la jeunesse à l'organisation d'activités de loisirs et récréatives adaptées aux enfants.

## 2 Cadre Conceptuel

Au vu de la difficulté de définir de manière claire une politique de la jeunesse au niveau communal, compte tenu de l'existence d'un Délégué à la jeunesse cantonal collaborant avec les communes et les jeunes, il convient de définir un cadre théorique qui puisse mettre en avant ces acteurs, les identifier et comprendre les différentes interactions entre eux.

**Introduction :** Notre cadre conceptuel a pour ambition d'analyser l'action du Délégué à la jeunesse sous l'angle de la Promotion, de la notion de Soutien et, dans un second temps, l'aspect Prévention prévu par la LJe (2001). Le cadre conceptuel qui suit va permettre de mieux saisir le travail du Délégué à la jeunesse et les interactions exercées entre les divers acteurs concernés.

Les concepts présentés serviront à identifier les différents acteurs en lien avec le Délégué à la jeunesse. Il aura aussi pour but de mieux saisir le travail effectué par le Délégué sous l'angle des activités loisirs, quel type d'intervention est engagé et d'en comprendre les buts et les effets. Le modèle d'analyse choisi est défini sous le terme de triangle des acteurs. Il est présenté par Knoepfel, Larrue et Varone (2006) et a pour objectif, l'analyse d'une politique publique.

Pour que le cadre conceptuel du triangle des acteurs soit utilisable, il convient, dans un premier temps, de définir la notion de politique publique pour reconnaître ensuite un problème politique. Le modèle du triangle des acteurs sera expliqué ensuite.

## **2.1 Politique publique : Définition**

Une politique publique fait l'objet d'un grand nombre d'activités législatives et administratives visant à résoudre un problème social construit.

Selon Knoepfel, Larrue et Varone : « Toute politique publique vise à résoudre un problème public, reconnu comme tel à l'agenda gouvernemental. Elle représente donc la réponse du système politico-administratif à un état de la réalité sociale jugée politiquement inacceptable » (2006, p.25).

Les politiques publiques se présentent comme une réponse à un problème, une construction sociale et historique. Le problème politique est construit par différents acteurs en interaction, tels que les médias, les partis politiques et groupes d'intérêts. La construction sociale d'un problème politique fait l'objet de rapports de force (Müller, 2011).

Une politique publique reste une notion dynamique et se présente comme : « un enchaînement de décisions ou d'activités résultant d'interactions structurées et répétées entre différents acteurs, publics, privés, impliqués à divers titres dans l'émergence, la formulation et la résolution d'un problème défini politiquement comme public » (Knoepfel, Larrue, Varone, 2006, p.46).

## **2.2 Un modèle de causalité : le triangle des acteurs**

### **2.2.1 Triangle des acteurs**

Le triangle des acteurs se structure autour de trois axes, chacun représentant différents acteurs insérés dans une politique publique. En mettant en place ce modèle, nous pouvons identifier les acteurs concernés de façon empirique et constituer le cadre théorique dans le contexte de la politique du Service cantonal de la jeunesse et du Délégué à la jeunesse.

Le triangle des acteurs permettra de classer et d'identifier les différents acteurs prévus aux trois pôles du triangle. Ce modèle d'analyse permet aussi de faire ressortir ce qui est mis en place, qui en profite et qui est lésé.

Les acteurs impliqués se présentent de cette manière :

- les autorités politico-administratives (acteurs publics) qui mettent en place et appliquent la politique publique. Elles sont « en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique institutionnelle dont la logique d'action est consignée dans le droit public fédéral et cantonal (...) Ces acteurs publics disposent du monopole (légal) de production des actes administratifs » (Knoepfel, 2009, p.102). Ils créent, modifient ou annulent une part importante des droits et des obligations des autres acteurs du triangle.
- les groupes cibles (acteurs privés ou publics) : à l'origine du problème collectif, les décisions qui touchent les groupes cibles font l'objet d'une intervention concrète de l'Etat. Cette intervention aurait pour objectif de



changer le comportement des groupes cibles pour que les problèmes disparaissent. « La politique institutionnelle vise ainsi à modifier le comportement des groupes cibles désignés pour résoudre le problème collectif, et ce au profit du groupes des bénéficiaires finaux » (Knoepfel, 2009, p.103). Ils sont les destinataires directs du processus. On leur impose des obligations comme le respect de bases légales. « Les groupes cibles des politiques institutionnelles sont les acteurs publics de toutes les politiques substantielles. » Ils sont en même temps « les acteurs politico-administratifs en charge de concevoir et de mettre en place leurs politiques substantielles respectives » (Knoepfel, 2009, p.103)

- Les bénéficiaires finaux (acteurs privés ou publics) : affectés par le problème collectif, ils bénéficient du changement de comportement des groupes cibles. Ils « subissent les effets négatifs du problème public que cherche à résoudre la politique institutionnelle et dont la situation est censée s'améliorer suite à la mise en œuvre de celle-ci » (Knoepfel, 2009, p. 103). Il est possible que les politiques substantielles (groupes cibles) elles-mêmes puissent être les bénéficiaires. « Ils bénéficient donc des effets positifs induits (théoriquement) par l'intervention étatique ayant pour objectif de modifier le comportement jugé problématique des groupes tiers » (Knoepfel, 2009, p.104).
- Le cadre théorique proposé comprend un quatrième groupe : les groupes tiers, des acteurs qui, sans être directement visés par la politique publique, voient leur situation se modifier dans le temps. Ces effets peuvent être négatifs (lésés) ou positifs (profiteurs). (Knoepfel, Larrue, Varone, 2006)

Knoepfel (2009) explique que toute politique publique se lit comme une construction théorique comprenant un modèle de causalité.

Le modèle théorique du triangle des acteurs implique, dans un deuxième temps, la définition d'une hypothèse causale et d'une hypothèse d'intervention.

### **2.2.2 Hypothèse causale**

Dans le modèle théorique présenté, l'hypothèse causale part du postulat suivant : « Quel acteur est responsable de l'existence du problème public identifié et donc capable de contribuer à sa résolution dans l'intérêt des acteurs qui en subissent les conséquences négatives et pour le soulagement desquels la politique est conçue ? » (Knoepfel, 2009, p.105) L'hypothèse sur les causes fait l'objet d'un construit social et politique. Les causes sont construites par un ensemble d'acteurs comme les élites politiques, administratives ou les médias par exemple.

### **2.2.3 Hypothèse d'intervention**

L'hypothèse sur l'intervention de l'Etat fait l'objet d'une réponse à la question : « Comment et par quels moyens le comportement des groupes cibles peut être modifié ? » (Knoepfel, 2009, p.105)

Elle sous-entend que « Si les autorités politico-administratives cherchent à résoudre tel problème public, alors elles doivent modifier le comportement de tels groupes cibles dans le but d'améliorer la situation de tels bénéficiaires finaux » (Knoepfel, 2009, p.105).

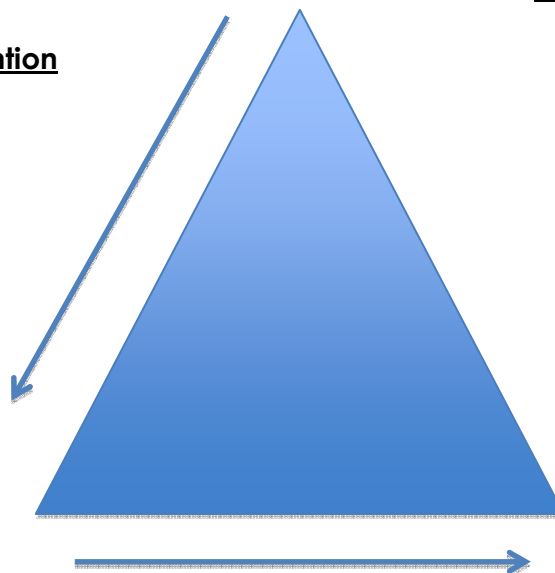
L'hypothèse en question représente le choix des instruments et outils de la politique qui seront mis en œuvre dans le but de modifier les comportements jugés problématiques. Elle conçoit, de manière abstraite, le postulat suivant : « Si les autorités politico-administratives veulent modifier durablement le comportement de tels groupes cibles, alors ils doivent mettre en œuvre tels instruments de nature prescriptive, incitative ou informative » (Knoepfel, 2009, p.105).

Le schéma suivant permet d'imaginer et de systématiser l'ensemble des concepts évoqués préalablement:

## Triangle des acteurs

*Autorités politico-administratives*

### 3. Hypothèse d'intervention



### 1. Définition politique du problème

- cf. définition du problème politique
- occuper le temps libre des jeunes d'une manière positive, espace
- pas suffisamment d'espace pour s'affirmer
- socialisation, appartenance

*Les groupes cibles*

*Les bénéficiaires finaux*

### 2. Hypothèse causale

*Les lésés*

*Les profiteurs*

Schéma 2  
(Knoepfel, Larrue et Varone, 2006)

### Structure de notre travail :

Afin de mieux comprendre notre démarche et permettre une meilleure lecture de notre travail, veuillez vous référer au schéma qui suit. Jusqu'à présent, nous avons expliqué les notions de jeunesse, de politique de la jeunesse et défini le problème politique pour le contexte valaisan. Le Service cantonal de la jeunesse ainsi que le rôle du Délégué à la jeunesse a également été expliqué. Nous avons aussi présenté le modèle théorique du triangle des acteurs que nous appliquerons au contexte de la politique de la jeunesse en Valais et qui fixera le cadre conceptuel pour la suite de notre recherche.

A présent, nous allons établir notre question de recherche, notre hypothèse causale et d'intervention, puis proposer une sous-question. Nous procéderons à une première identification des acteurs.

Vient ensuite la description de notre méthode de recherche et notre partie empirique. Pour ce faire nous avons choisi comme méthode, l'analyse de contenu. Nous exposerons les documents sélectionnés, établirons des thématiques pour procéder à l'analyse et répondre à notre question de recherche. Finalement nous répondrons à notre sous-question et tenterons de valider ou non nos hypothèses formulées.

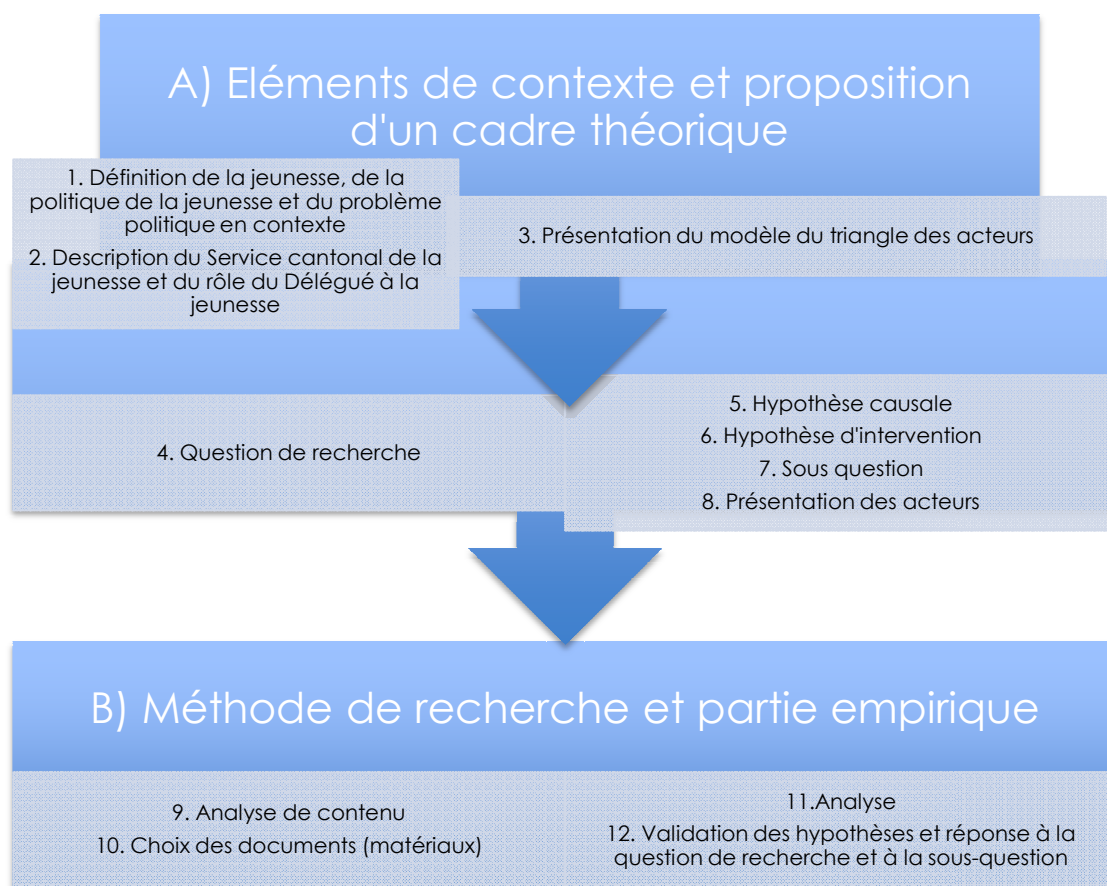


Schéma 3

**Synthèse :** De la question de départ « Comment la politique de la jeunesse valaisanne répond-elle aux défis de la jeunesse du canton? », nous aurions pu choisir de nous arrêter sur d'autres défis. En nous centrant particulièrement sur le rôle du Délégué à la jeunesse et sa collaboration avec les communes au niveau des aspects loisirs et activités extrascolaires, nous avons choisi d'exposer le cadre conceptuel du triangle des acteurs. Le modèle théorique, les concepts ainsi que le contexte présentés nous amènent à la question de recherche développée ci-dessous :

### 3 Questions et hypothèses de recherche

Suite aux concepts préalablement présentés, nous aboutissons à la question de recherche suivante :

- **Comment le Délégué à la jeunesse et les communes collaborent-ils afin d'offrir plus d'espaces aux jeunes dans un but éducatif ?**

Sur la base de cette question de recherche nous allons obtenir des résultats offrant un aperçu théorique de la situation. Nous allons pouvoir ensuite opérationnaliser ces résultats au travers de ma sous-question de recherche afin de fournir au monde professionnel des apports concrets qui répondent aux problématiques identifiées.

Notre question de recherche nous permet d'appliquer empiriquement les hypothèses théorisées dans le cadre du triangle des acteurs proposé par Knoepfel (2009).

#### 3.1 Hypothèse causale

En partant du postulat proposé par Knoepfel (2009, p.105):

Quel acteur est responsable de l'existence du problème public identifié et donc capable de contribuer à sa résolution dans l'intérêt des acteurs qui en subissent les conséquences négatives et pour le soulagement desquels la politique est conçue ?

Nous postulons que :

- Si les communes mettent à disposition des jeunes plus d'espaces et de milieux de socialisation autonomes alors on permet à la jeunesse de s'occuper de manière positive et évite les effets pervers, frustration, vandalisme. On cherche également à éviter les mécontents tels que le voisinage, etc. et rassure les partis politiques et groupes d'intérêts défendant une action restrictive envers la jeunesse. Dans un but préventif et à long terme, on visera à réduire les coûts de la santé et de sécurité.

## **3.2 Hypothèse d'intervention**

Partant du postulat suivant : « Si les autorités politico-administratives cherchent à résoudre tel problème public, alors elles doivent modifier le comportement de tels groupes cibles dans le but d'améliorer la situation de tels bénéficiaires finaux » (Knoepfel, 2009, p.105). Nous postulons que:

- Si les autorités politico-administratives veulent intégrer la jeunesse et répondre à ses besoins en leur accordant plus d'espace (activités, infrastructures et projets extrascolaires), elles doivent sensibiliser les communes afin qu'elles réduisent les différences au niveau des prestations offertes.

### **3.2.1 Sous-questions**

**Quels actions ou aménagements pourraient être mis en place afin d'améliorer l'efficacité de la tâche du Délégué ?**

A ce moment du travail nous ne pouvons pas répondre à cette question, ni émettre d'hypothèses. Nous tâcherons de répondre à la deuxième question et proposerons des perspectives pratiques en fin de travail.

### 3.3 Etude du cas Valaisan

Dans le contexte valaisan, en sollicitant le modèle de causalité du triangle des acteurs nous présentons de manière empirique les acteurs concernés selon le schéma suivant :

## Triangle des acteurs

### *Autorités politico-administratives*

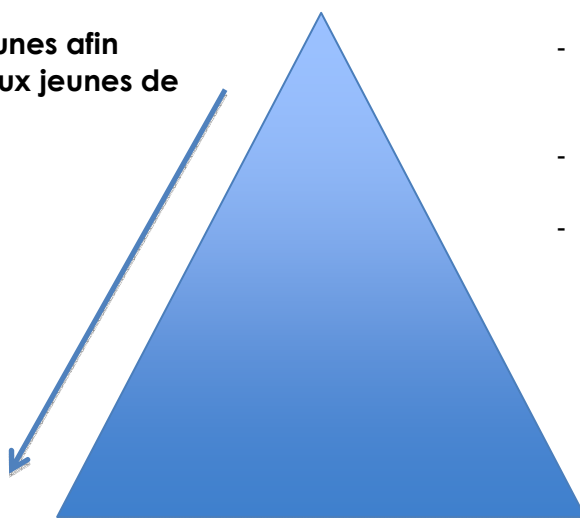
- Grand Conseil
- DECS
- Service cantonal de la jeunesse (SCJ)
- Délégué à la jeunesse

### 1) Définition politique du problème

- Cf. définition problème politique
- occuper le temps libre des jeunes d'une manière positive, espace
- il n'y a pas suffisamment d'espace pour s'affirmer
- socialisation, appartenance

### 3) Hypothèse d'intervention :

**sensibiliser les communes afin d'offrir des espaces aux jeunes de façon égalitaire**



### *Les groupes cibles*

- Communes

### *Les bénéficiaires finaux*

### 2) Hypothèse causale

### *Les lésés*

Si les communes mettent à disposition des jeunes plus d'espaces et de milieux de socialisation autonomes alors on permet à la jeunesse de s'occuper de manière positive et évite les effets pervers, frustration, vandalisme.

### *Les profiteurs*

### **3.4 Présentation des acteurs**

#### **3.4.1 Les autorités politico-administratives**

Dans le cadre de notre recherche, nous entendons par autorités politico-administratives, les élites politiques comme le Grand Conseil, le DECS, le Service cantonal jeunesse et plus spécifiquement le Délégué à la jeunesse, M. Paul Burgener.

Dans le contexte valaisan, lors de l'élaboration de la LJe, le Grand Conseil a exprimé son souhait de conduire une politique de la jeunesse qui respecte les besoins des jeunes de 12 à 25 ans. Les élites politiques valaisannes se sont dites favorables à la promotion, à l'encouragement des activités extrascolaires et au dialogue entre la jeunesse et les collectivités publiques. L'objectif était également de soutenir et coordonner les activités des différents organismes de jeunesse et d'y apporter un soutien financier.

Le Délégué à la jeunesse, M. Paul Burgener a pour mission d'établir une politique de la jeunesse pour les domaines de la Promotion et du Soutien prévu dans la LJe. Il dispose d'outils tels que :

- La loi en faveur de la jeunesse de 2001 (LJe)
- Le Manuel pratique à l'attention des communes et des responsables de jeunesse
- Une Commission cantonale des jeunes mise en place par le Conseil d'Etat qui gère un budget annuel de 250'000.- pour aider les jeunes à réaliser leurs projets.

#### **Le Délégué à la jeunesse**

Monsieur Paul Burgener, Délégué à la jeunesse exerce depuis août 2001 au sein du Département de l'éducation, de la culture et du sport (DECS).

On l'a vu, la base légale relative à la mission du Délégué à la jeunesse s'inscrit principalement aux Chapitres Promotion et Soutien de la Loi en faveur de la jeunesse (LJe) aux articles 6 à 13. L'article 7 de la LJe définit ce que le Service cantonal entend par Promotion de la jeunesse (Eggs, 2008):

1. l'identification des besoins des jeunes, la définition d'objectifs clairs et la mise en place de moyens susceptibles de promouvoir une politique de la jeunesse ;
2. l'encouragement des activités extrascolaires, en veillant à favoriser la responsabilité, la socialisation, l'autonomie et le bien-être ;
3. la promotion du dialogue entre la jeunesse et les collectivités publiques

Le Service cantonal de la jeunesse (2011) définit la mission du Délégué à la jeunesse comme la mise en oeuvre d'une politique de la jeunesse afin d'aider les jeunes à mener à bien leurs projets. Ainsi, le Délégué rencontrerait régulièrement les jeunes pour différentes idées relatives aux activités extrascolaires : skatepark, comédie musicale, site internet, réalisation de graffitis, etc. Ce sont les jeunes qui franchiraient

eux-mêmes le premier pas en contactant le Délégué ou l'animateur socio-culturel de leur région avec généralement une ébauche de projet.

Le Délégué les appuierait selon leurs besoins. Ce soutien peut faire l'objet d'un suivi à chaque étape, d'une demande pour quelques conseils ou une information précise. Il est clairement explicité que le Délégué n'effectuera pas le travail à la place des jeunes mais en collaboration avec eux.

### **Lien avec les communes valaisannes**

Le Délégué favorise et établit de nombreux contacts avec les autorités communales valaisannes, les institutions et organisations de jeunesse, avec des groupes de jeunesse et avec les diverses institutions suisses et cantonales concernées par les questions de jeunesse. Le SCJ (2011) décrit le Délégué à la jeunesse comme un acteur jouant un rôle de trait d'union entre les jeunes et la classe politique. Il est défini comme « une courroie de transmission » entre les jeunes et les élites politiques. Son rôle permettrait notamment de donner une perception des jeunes « différentes des stéréotypes. » Le Délégué à la jeunesse faciliterait ainsi la réalisation de projets.

De part son lien direct avec les autorités communales, il peut faire avancer les demandes et favoriser la prise en charge et la crédibilité d'un projet par les communes et responsables de commune en charge de la jeunesse.

En conclusion du « Manuel pratique à l'attention des communes et des responsables de jeunesse », il est expliqué que « Les membres de la Commission des jeunes du canton du Valais et le Délégué à la jeunesse sont prêts à vous rencontrer pour échanger les expériences acquises et soutenir votre projet jeunesse communal » (p.28). Une idée de collaboration et de soutien est mise en avant en faveur des communes dans l'idée de prévoir une politique jeunesse communale. Ceci nous amène à présenter de manière empirique le groupe cible choisi : les communes. Dans notre cadre conceptuel, nous identifions les communes comme un acteur groupe cible au sens de Knoepfel (2009).

### **3.4.2 Les groupes cibles**

#### **Les communes**

Dans le registre normatif du Service cantonal de la jeunesse et dans la définition établie dans la LJe, le groupe cible pourrait apparaître comme les jeunes âgés de 12 à 25 ans. La Loi en faveur de la jeunesse, à son article premier, entend par jeune, « tout être humain âgé de moins de 25 ans ». Le Manuel pratique à l'attention des communes et des responsables de jeunesse rappelle que « Ces projets doivent être portés par des jeunes entre 12 et 25 ans ».

Cependant, pour notre analyse, au vu du travail mené par le Délégué à la jeunesse en collaboration avec les communes, compte tenu du constat d'un manque de ligne directrice et d'une fragmentation des politiques jeunesse comprenant les aspects loisirs, nous définissons le groupe cible comme les communes.



En 2011, le Valais comptait 13 districts dont 141 communes. Selon Walter Schnyder, ancien chef du SCJ, l'un des éléments particulièrement novateurs depuis la mise en place de la LJe et du poste de Délégué à la jeunesse est l'obligation pour les communes de mettre à disposition un montant de 1 franc par habitant pour permettre de soutenir les projets issus par la jeunesse.

Ce premier aspect indique que les communes semblent avoir un rôle non négligeable dans le cadre des politiques jeunesse comprenant le volet des loisirs.

### **Un instrument de travail : le « Manuel pratique à l'attention des Communes et des responsables de Jeunesse : soutien et promotion des activités de Jeunesse extrascolaires »**

Le Manuel pratique apparaît comme un outil indispensable pour travailler et collaborer avec les communes et élites politiques en charge des questions de jeunesse.

La brochure « Manuel pratique à l'attention des Communes et des responsables de Jeunesse : soutien et promotion des activités de Jeunesse extrascolaires » a été conçue par la Commission des jeunes et le Délégué.

Ce manuel a été présenté en 2007 à St-Maurice, Sion et Viège, sous la direction de M. Claude Roch - Chef du Département de l'Education de la Culture et du Sport (DECS), de Monsieur Walter Schnyder - Chef du Service cantonal de la jeunesse, de Madame Fabienne Bernard - Présidente de la Commission cantonale des jeunes et de Monsieur Paul Burgener, Délégué cantonal à la jeunesse. Ont été conviés, les représentants en charge de la jeunesse au sein des exécutifs communaux ainsi que les responsables de jeunesse des principaux organismes du Valais.

Cette brochure est conçue comme un instrument pratique, un outil de travail pour la promotion de la jeunesse mis à disposition des communes et des responsables de jeunesse. Il se base sur les expériences et constats des professionnels en charge des questions de la jeunesse et de l'enfance dans le contexte valaisan.

Le Manuel catégorise des « repères pratiques » visant à favoriser « une politique de promotion de la jeunesse dans le domaine extra-scolaire » sur l'ensemble du canton. Nous reviendrons sur son contenu au fil de notre analyse.

Pour le moment, nous ne pouvons définir et identifier les bénéficiaires finaux ainsi que les groupes tiers prévus dans le modèle théorique du triangle des acteurs (Knoepfel 2009). Nous tenterons d'établir de manière objective quel type d'acteurs peut apparaître dans cette catégorie après notre analyse.

## 4 Méthodologie de recherche

Dans un premier temps, en nous basant sur une revue de la littérature de manière générale nous avons pu faire un tour d'horizon sur les recherches relatives aux questions de jeunesse et de politique de la jeunesse au niveau européen, suisse et valaisan. Nous avons également présenté et décrit le fonctionnement du Service cantonal de la jeunesse ainsi que les compétences du Délégué à la jeunesse.

En nous centrant sur le secteur des activités extrascolaires et des loisirs nous avons relevé ce que les acteurs impliqués dans la politique de jeunesse valaisanne définissaient comme un problème politique.

Au vu du fonctionnement et de la problématique de fragmentation en termes de politique de jeunesse au niveau communal nous avons présenté le cadre conceptuel du triangle des acteurs que nous avons tenté d'appliquer au contexte valaisan. Nous rappelons que l'identification des bénéficiaires finaux et des groupes tiers n'a pas encore été établie.

Nous allons à présent exposer la méthode de recherche retenue pour passer ensuite à l'analyse qui nous permettra d'identifier les bénéficiaires finaux et les groupes tiers dans le contexte valaisan, de valider ou non nos hypothèses et de répondre à notre question de recherche.

### 4.1 Démarche retenue

Pour notre méthode de recherche, nous avons privilégié une analyse qualitative de contenu. Ce type d'analyse comprend divers outils d'une grande disparité dont les formes sont ajustables (Bardin, 1977). Pour cette technique d'analyse, il convient de solliciter différents types de matériaux « afin de déterminer celui ou ceux qui seront le mieux à même de correspondre aux différents critères en jeu » (Robert & Bouillaguet, 2007, p.27). Les données récoltées seront traitées de manière à être significatives et valides et permettront d'établir des tableaux de résultats, où l'on condense l'information (Bardin 1977).

#### Catégorisation

Une des opérations principale tient dans l'élaboration d'une grille de catégorie. Il s'agit d'enregistrer les éléments du corpus pertinents pour les classer par catégories thématiques (Robert & Bouillaguet, 2007). Les catégories sont des rubriques rassemblant un groupe d'éléments sous un titre générique. Elles peuvent être sémantiques (par thèmes), syntaxiques (verbes, adjectifs, lexicaux, etc.) et permettent de fournir une représentation simplifiée des données brutes. La catégorisation comprend deux étapes:

1. L'inventaire : isoler les éléments
2. La classification : répartir les éléments, donc chercher ou imposer une certaine organisation au texte

## L'unité d'enregistrement

Dans le cadre de notre analyse nous choisirons de mettre en avant l'unité d'enregistrement. Elle « désigne le segment déterminé de contenu que le chercheur a décidé de retenir pour le faire entrer dans la grille d'analyse » (Robert & Bouillaguet, 2007, p.31). Il va s'agir, pour l'analyse des documents en question, d'un titre, d'une phrase ou d'un paragraphe.

Pour la bonne conduite et la réalisation de notre analyse, il convient de remplir certaines conditions pour la mise en place de catégories:

- La pertinence : qu'il y ait un lien avec le contenu de la recherche ;
- L'exhaustivité : que la totalité du texte soit prise en compte ;
- L'exclusivité : que les mêmes éléments de contenu ne doivent pas pouvoir appartenir à plusieurs catégories sans pour autant échapper aux difficultés de classement ;
- L'objectivité : des unités différentes permettant d'aboutir aux mêmes résultats.

## Limites de l'analyse de contenu

Notre analyse sera de type qualitative. Nous ne procéderons donc pas à un comptage de mots, phrases, ce qui peut apporter quelques limites aux résultats de notre recherche. En effet, celle-ci peut être considérée parfois comme discriminante puisqu'elle n'est pas liée comme l'analyse quantitative à des catégories donnant lieu à des fréquences. Ce type d'analyse peut poser des problèmes d'exhaustivité. On pourra reprocher au chercheur d'avoir sélectionné ce qu'il souhaitait démontrer.

Il convient donc d'être attentif et vigilant face aux difficultés qu'une analyse de contenu de type qualitatif peut poser et ne pas entrer dans un schéma de pensées et d'idées préconçues.

Pour ce type d'analyse, la mise en contexte semble particulièrement importante. Il est nécessaire de se pencher sur les conditions de production du message ou document pour que l'analyse de contenu soit pertinente. Il convient également de clarifier qui est l'émetteur ou le producteur du message et qui sont les récepteurs (Bardin 1977).

## Interprétation des résultats

L'interprétation des résultats va permettre « d'évaluer la fécondité du dispositif en même temps que la valeur des hypothèses » (Robert, p.32, 2007). L'interprétation des résultats va offrir, à travers la catégorisation, une lecture originale et objective du corpus étudié.

Cette approche permettra une réflexion autour du rôle du Délégué à la jeunesse sur les différents acteurs préalablement présentés, de voir s'il y a une idée d'encadrement de la jeunesse, un but éducatif sous-jacent, quel est l'intérêt des élites politiques et professionnels des questions de la jeunesse à accorder plus

d'espace et de structures de socialisation aux jeunes. Pour ce faire nous tenterons de :

- Démasquer l'axiologie sous-jacente aux brochures, discours du SCJ et dispositifs légaux le régissant ;
- Mesurer l'implication normative dans les documents sélectionnés ;
- Etablir un lien entre les documents.

## Partie empirique

---

### 4.2 Analyse des données

Pour mener à bien notre analyse, il convient de mettre en place une grille d'analyse spécifique, un tableau sous forme de carte conceptuelle. Ceci permettra de définir le champs sémantique du document, son contexte de production et ses sources, d'en extraire des idées et d'en dégager les tendances idéologiques. L'analyse de contenu permettra de faire ressortir des déterminants sociaux et objectifs.

#### 4.2.1 Préanalyse : la construction du corpus

Pour notre analyse, nous avons choisi de sélectionner des documents publiés dans le cadre du Service cantonal de la jeunesse du canton (SCJ) du Valais et plus particulièrement en lien avec l'action effectuée par le Délégué à la jeunesse, M. Paul Burgener. Ces documents ont été publiés sous mandat du Département de l'Education, de la Culture et du Sport (DECS). Nous avons également choisi de sélectionner la Loi en faveur de la jeunesse de 2001 (LJe) ainsi que le document de présentation établi par la direction du SCJ en novembre 2011 sur la politique de la jeunesse valaisanne et les objectifs futurs prévus à cet effet dans le cadre de la journée EDICS (rencontre de l'ensemble des collaborateurs du SCJ).

Le matériel sélectionné nous permettra de procéder à notre analyse et de répondre à notre question de recherche. Nous viserons également à valider ou non nos hypothèses. Notre analyse de contenu va constituer en un examen méthodique et systématique des documents suivants :

- Le « Manuel pratique à l'attention des Communes et des responsables de Jeunesse : soutien et promotion des activités de Jeunesse extrascolaires » ;
- « Soutien et promotion de la jeunesse dans le canton du Valais : l'heure du bilan dix ans après l'entrée en vigueur de la Loi cantonale en faveur de la jeunesse de 2001 » ;
- « Politique de la jeunesse valaisanne, novembre 2011 » : document de présentation de la Conférence EDICS de novembre 2011. Le Service cantonal de la jeunesse réunit chaque année, lors d'une Conférence (EDICS), l'ensemble de ses collaborateurs afin d'établir un bilan et fixer des objectifs futurs ayant pour but

d'améliorer les conditions et le fonctionnement du Service. A cette occasion, M. Christian Nanchen, chef du Service, présentait à l'ensemble des professionnels en question ce que le SCJ définissait comme politique de la jeunesse. (cf. annexe)

Le schéma ci-dessous permet une meilleure compréhension de notre démarche dans notre analyse de contenu.

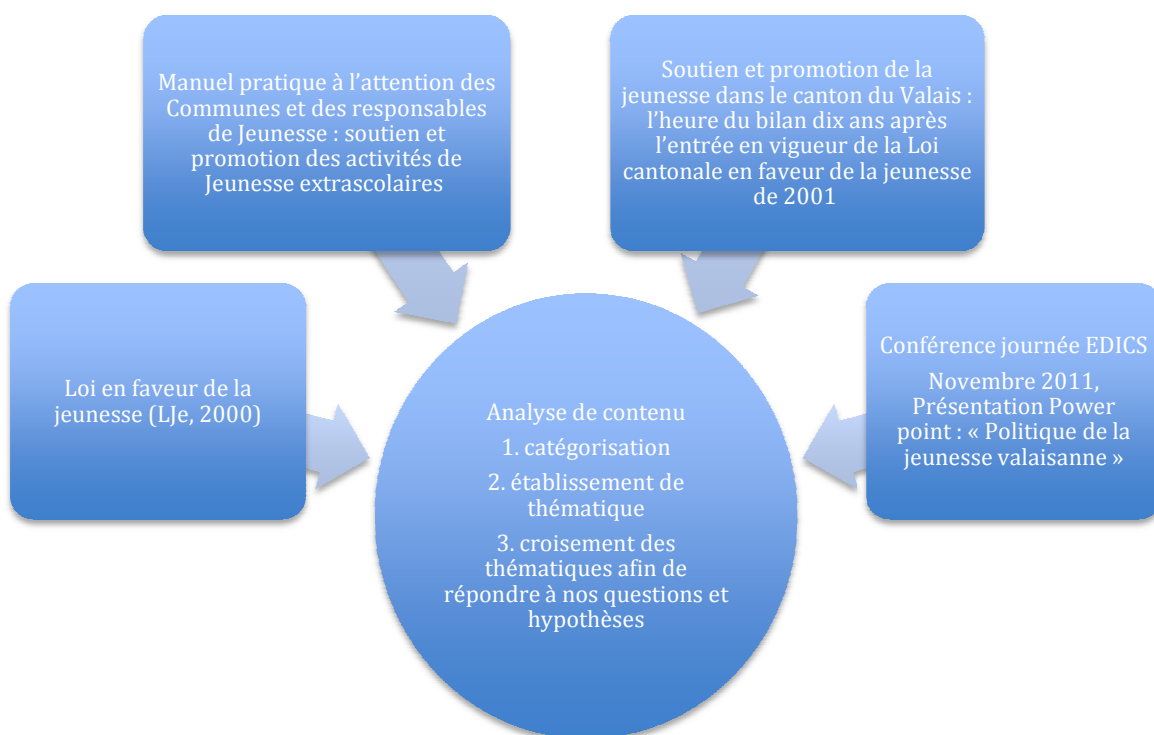


Schéma 5

## Présentation générique des matériaux : choix des documents pour l'analyse

Titre	Conception et rédaction :	éditeur	date	Destinataire
Loi en faveur de la jeunesse (LJe)	Commission extraparlamentaire composée de la direction du Service, de spécialistes de la jeunesse, de représentants de tous les partis politiques ainsi que des députés impliqués en faveur de la législation	Ordonné par le Grand Conseil du canton du Valais	Mai 2001	A destination : 1. des citoyens valaisans et des jeunes 2. des secteurs du SCJ et des différents organismes professionnels relatifs aux questions de jeunesse, définissant les compétences pour les organes relatifs à la promotion, prévention, protection et à l'aide spécifique en faveur des enfants et adolescents en Valais.
Manuel pratique à l'attention des Communes et des responsables de Jeunesse : soutien et promotion des activités de Jeunesse extrascolaires	Commission des Jeunes du Canton du Valais	Département de l'Education de la Culture et du Sport du Canton du Valais	Avril 2007	A l'attention des communes et des responsables de communes
Soutien et promotion de la jeunesse dans le canton du Valais : l'heure du bilan dix ans après l'entrée en vigueur de la Loi cantonale en faveur de la jeunesse de 2001	Amanda Andrey : Stagiaire SCJ	Département de l'Education de la Culture et du Sport du Canton du Valais  Service cantonal de la jeunesse  Le Délégué à la jeunesse	2011	Outil de réflexion pour les responsables de la jeunesse au niveau communal dans le but d'encourager la participation des jeunes
Présentation Power point : « Politique de la jeunesse valaisanne »	Administration du Service cantonal de la jeunesse	Administration du Service cantonal de la jeunesse	Conférence journée EDICS Novembre 2011	Ensemble des collaborateurs du SCJ

Tableau 1

A partir de ces documents, nous allons pouvoir effectuer une « lecture flottante » afin d'organiser l'information et délimiter un champs d'investigation. Il va s'agir de les lire et relire pour tenter d'en dégager et saisir leur message apparent (Wanlin, 2007). Ce choix de documents va nous permettre de répondre aux questions et hypothèses en jeu sur la base de notre cadre conceptuel.

Pour chaque document, nous avons pu faire ressortir des thèmes en lien avec notre cadre conceptuel en procédant à un découpage pour chaque matériau. Ces classifications sont arbitraires et construites par le chercheur. Pour cette partie, il convient de se positionner afin de chercher à répondre à nos questions de recherche. Les thèmes dégagés nous permettront de répondre à nos questions et hypothèses de recherche.

Dans un deuxième temps, nous croiserons nos thématiques avec notre cadre conceptuel et les mettrons en lien avec les apports théoriques existants. Le but étant de « prendre appui sur les éléments mis au jour par la catégorisation pour fonder une lecture à la fois originale et objective du corpus étudié » (Robert & Bouillaguet, 1997, p. 31). Cette phase de l'analyse de contenu va permettre d'évaluer la fécondité du dispositif et la valeur de nos hypothèses.

### Difficultés rencontrées

En effectuant une catégorisation pour les quatre tableaux ci-dessus, nous avons été confrontés à des difficultés de classification et de nomination. En effet, certaines unités auraient pu apparaître dans plusieurs thèmes en même temps. Nous avons du choisir parfois, de manière arbitraire, de placer une telle unité dans une thématique en fonction de notre question de recherche et de nos hypothèses préétablies.

Il en va de même pour le choix des thématiques. Certains thèmes correspondent à des termes récurrents lors de la lecture transversale de nos différents matériaux, d'autres sont relatifs aux concepts déjà élaborés dans la Loi en faveur de la jeunesse (LJe, 2001). Certains thèmes ont été choisis de notre propre gré fonction de notre cadre conceptuel et de notre question de recherche.

Nous avons choisi de présenter les matériaux et d'en sélectionner les unités comme suit:

#### **4.2.2 La Loi en faveur de la jeunesse (LJe, 2001)**

Les quatre premiers chapitres de la Loi en faveur de la jeunesse sont apparus pertinents pour notre analyse. Le premier Chapitre donne les grandes lignes et les principes généraux de la loi. Le Chapitre 2 aborde le thème de la Promotion, le Chapitre 3 celui du Soutien et le 4, celui de la Prévention. Le cinquième Chapitre est relatif à la thématique de Protection de la jeunesse. Nous n'avons pas retenu le cinquième chapitre, celui-ci ne correspondant pas à l'agenda du Délégué.

#### **Chapitre 1**

Dans le premier Chapitre de la LJe, on peut observer à l'article 2 al. 2 et 3 (LJe), les principes généraux prévus par la Convention des nations unies relative aux droits de l'enfant, comme l'intérêt supérieur de l'enfant (art. 3 de la CDE) et le droit à

exprimer son opinion sur les questions le concernant selon le principe participatif (art.12 de la CDE).

A l'article 3 (LJe), on peut lire que ladite loi poursuit les buts tels que « la promotion de conditions favorisant un développement harmonieux des enfants et des jeunes ; », « le soutien aux projets intéressant la jeunesse et/ou conçus par elle ; », « soutien aux différents organismes de jeunesse ou s'occupant de la jeunesse, notamment les associations socio-culturelles et sportives et les associations de parents ; », « la prévention des situations et des facteurs mettant en danger les enfants et les jeunes ainsi que la promotion de comportements responsables pour la santé ; »

Aux alinéas 1 et 2 de l'article 5 prévu par la LJe on peut lire : « Le Conseil d'Etat exerce la haute surveillance sur l'organisation et le fonctionnement des institutions publiques chargées d'appliquer la présente loi. » et « Il peut confier par voie d'ordonnance les différentes tâches relevant du service public à un service compétent ou à d'autres organismes publics voire privés. »

## **Chapitre 2**

Ce chapitre aborde le thème de la promotion de la jeunesse. La promotion est définie à son article 7 comme : « l'identification des besoins des jeunes, la définition d'objectifs clairs et la mise en place de moyens susceptibles de promouvoir une politique de la jeunesse ; », « l'encouragement des activités extra-scolaires, en veillant à favoriser la responsabilité, la socialisation, l'autonomie et le bien-être ; » « la promotion du dialogue entre la jeunesse et les collectivités publiques. »

## **Chapitre 3**

L'article 10 de la LJe prévoit que « Le Département prend les mesures utiles afin de promouvoir et soutenir les activités des différents organismes de jeunesse ou s'occupant de la jeunesse. » Il entend par soutien aux organismes : « la promotion des activités des différents organismes de jeunesse ou s'occupant de la jeunesse ; » « l'encouragement de la coordination entre ces différents organismes ; »

L'article 12 al. 2 définit les tâches du Délégué à la jeunesse du canton du Valais. Il mentionne que : « Le délégué est chargé de mettre en œuvre une politique de la jeunesse dans les domaines de la promotion, du soutien, de la prévention, notamment en stimulant les différents organismes de jeunesse ou s'occupant de la jeunesse ainsi qu'en encourageant leur coordination et en soutenant leurs projets. »

L'article 13 aborde les aspects relatifs à la « coordination ». Il souligne que « Le Département prend les mesures utiles afin d'assurer une collaboration efficace entre les différents organismes et autorités œuvrant pour la jeunesse ». Ces acteurs comprennent notamment : « les autorités administratives communales et cantonales », « les organisations de jeunesse », « les associations socio-culturelles et sportives et les associations de parents »

## **Chapitre 4**

Ce chapitre qui aborde la Prévention définit les compétences du Département en la matière. « Il soutient les programmes de prévention des diverses formes de violence, du tabagisme, de l'alcoolisme et d'autres toxicomanies, en particulier les mesures d'aide et de soutien à l'intention des enfants. », « Il collabore avec les différents organismes de jeunesse ou s'occupant de la jeunesse, les commissions et



les structures désignées ou reconnues par l'Etat sur un plan fédéral, cantonal ou régional. », « Il officie en qualité d'organe de surveillance dans les domaines précités à l'exception de ceux réglés par la loi sur la santé. »

### Tableau de Synthèse 1

Après avoir établi une sélection des clauses légale de la LJe qui nous paraissaient pertinentes, nous avons concentré des unités que nous avons classées par thème dans le tableau suivant :

Thèmes retenus pour la LJe	Unités sélectionnées
<b>Soutien :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le soutien aux projets</li> <li>- soutien aux différents organismes de jeunesse</li> <li>- s'occupant de la jeunesse</li> <li>- promouvoir et soutenir les activités des différents organismes de jeunesse</li> <li>- soutenant leurs projets</li> <li>- mesures d'aide et de soutien à l'intention des enfants</li> </ul>
<b>Prévention :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la prévention des situations et des facteurs mettant en danger les enfants et les jeunes</li> <li>- prévention des diverses formes de violence, du tabagisme, de l'alcoolisme et d'autres toxicomanies</li> </ul>
<b>Responsabilisation :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- promotion de comportements responsables pour la santé</li> <li>- l'encouragement des activités extra-scolaires</li> <li>- veillant à favoriser la responsabilité, l'autonomie</li> <li>- le bien-être</li> </ul>
<b>Surveillance :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- surveillance sur l'organisation et le fonctionnement des institutions publiques</li> <li>- Prend les mesures utiles pour promouvoir les activités</li> <li>- mesures d'aide et de soutien à l'intention des enfants</li> <li>- identification des besoins des jeunes</li> <li>- prise en charge : s'occupant de la jeunesse</li> </ul>
<b>Coordination (ligne directrice) :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- définition d'objectifs clairs</li> <li>- la mise en place de moyens susceptibles de promouvoir une politique de la jeunesse/ - Dialogue la promotion du dialogue entre la jeunesse et les collectivités publiques</li> <li>- coordination</li> <li>- collaboration efficace entre les différents organismes et autorités œuvrant pour la jeunesse</li> <li>- les autorités administratives communales et cantonales</li> <li>- les associations socio-culturelles</li> </ul>

<b>Encouragement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'encouragement de la coordination entre ces différents organismes</li> <li>- stimulant les différents organismes de jeunesse</li> <li>- encourageant leur coordination</li> </ul>
----------------------	---

Tableau 2

#### **4.2.3 Manuel pratique à l'attention des Communes et des responsables de Jeunesse : soutien et promotion des activités de Jeunesse extrascolaires**

Comme présenté plus haut, ce manuel est décrit comme un outil pratique pour la collaboration entre le Délégué à la jeunesse et les communes. Après avoir effectué une lecture du document nous avons pu présélectionner différents énoncés que nous décrivons ci-dessous.

Le titre du manuel nous donne déjà une idée du sens et de l'objectif auquel il tend. On relève cette idée de coordination et de dialogue avec les autorités communales lorsqu'on lit « à l'attention des communes et des responsables de Jeunesse ».

Dans ce manuel nous avons également retenu une séquence relevée dans les mots introductifs du Chef du DECS, M. Claude Roch. M. Roch évoque que la jeunesse aurait besoin « d'espaces de socialisation leur permettant de grandir en conciliant tout à la fois leurs besoins d'affirmation d'eux-mêmes et leurs besoins d'appartenance à des communautés conviviales » (p.4). Cet énoncé a déjà été relevé plus haut et nous a permis de définir ce que les acteurs, notamment les élites politiques, définissaient comme problème politique pour les jeunes pour les questions relatives aux activités loisirs et extrascolaires.

Le Manuel expose « sept repères pratiques pour votre commune » (p.12). De ces repères pratiques, le deuxième nous est apparu intéressant pour la question qui nous intéresse. Le manuel avance la pertinence de « personnaliser », « en nommant un ou plusieurs répondants pour la commune ». On parle d'« un interlocuteur précis », « un adulte compétent et disponible ». Il est précisé que la personne peut être « un conseiller communal » (p.16-17).

Nous avons également relevé la séquence suivante : « Une attention particulière aux ados compte... parce que c'est l'âge des « rêves fous » et des expériences de toutes sortes. ...parce que les expériences positives vécues en tant qu'ados marquent toute la vie. ... parce que c'est le bon moment pour commencer à prendre des responsabilités ! » (p.17).

Le troisième repère intitulé « écouter et aller à la rencontre des jeunes » pose la question : « La commune est-elle réellement à l'écoute de sa jeunesse ? ». On parle ici de « vérifier les besoins réels » ou encore de faire une enquête auprès de la population concernée ». On peut aussi lire l'idée de « rassembler au moins une fois toutes les personnes engagées auprès des jeunes », « inviter concrètement les jeunes à une rencontre » (p.18-19).

Le quatrième repère a pour titre « orienter » et parle d'une « visée éducative ». Il énonce « favoriser les activités » qui « développent l'autonomie et la prise de responsabilité », « qui renforcent des compétences personnelles comme la connaissance de soi, la capacité de prendre des décisions et/ou de surmonter des échecs » et « qui sont cohérentes avec la loi (sécurité, formation) ». On peut dégager également l'idée de favoriser « les efforts dans le domaine de la prévention et de l'éducation à la santé » et de mettre en œuvre des moyens « qui renforcent les liens sociaux entre les générations ». On retrouve également une optique visant à mettre en avant des activités « qui soient formatrices et qui contribuent à une citoyenneté active », « qui apprennent aux jeunes à s'engager et à participer à la vie locale. » Au quatrième repère, nous relevons que « Pour apprendre le sens de la responsabilité, les jeunes ont besoin de rencontrer des adultes cohérents ». Il est expliqué qu'avec l'appui des adultes « le projet devient alors un partenariat » (p.20-21).

Au cinquième repère, il ressort les aspects de soutien, le titre étant : « Soutenir, accompagner et déléguer ». Il est soulevé l'importance de travailler avec les structures existantes et d'élaborer des « mises en réseau ». On peut lire également que « Le délégué à la jeunesse du canton est à votre entière disposition dans le respect de votre autonomie communale, il peut vous aider à mettre en place une réflexion communale, des projets concrets ou des rencontres avec les jeunes. » On appuie ici sur l'idée de : « Tissez en favorisant le plus de liens possibles ! ». Ce repère relève également en parlant des jeunes que « s'ils s'engagent aujourd'hui, ils s'engageront demain. »

Le manuel aborde aussi l'importance d'« encourager la formation des jeunes adultes qui encadrent d'autres jeunes ». Il pose aussi la question aux communes en soulevant « la commune peut se demander : - Quelles sociétés locales forment des jeunes pour assurer la relève ? ».

Finalement, nous avons également retenu les séquences suivantes « apprendre aux jeunes à devenir citoyens c'est aussi leur apprendre à dialoguer avec leurs autorités », « soutenir et promouvoir les activités de jeunesse extra-scolaires dans votre commune ou votre région c'est miser sur le développement durable ... en contribuant à éveiller des citoyens responsables (...) en signifiant aux jeunes qu'ils sont bienvenus et qu'ils ont une place à prendre ».

## Tableau de Synthèse 2

Après avoir établi une sélection des énoncés parus dans le Manuel pratique à l'attention des Communes et des responsables de Jeunesse, nous avons concentré des unités que nous avons classées par thème dans le tableau suivant :

<b>Thèmes retenus pour le Manuel pratique à l'attention des Communes</b>	<b>Unités sélectionnées</b>
<b>Coordination (ligne directrice)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- à l'attention des communes</li> <li>- un conseiller communal</li> <li>- La commune est-elle réellement à l'écoute de sa jeunesse ?</li> <li>- rassembler au moins une fois toutes les personnes engagées auprès des jeunes</li> <li>- mises en réseau</li> <li>- Le délégué à la jeunesse du canton est à votre entière disposition dans le respect de votre autonomie communale</li> <li>- aider à mettre en place une réflexion communale</li> <li>- Tissez en favorisant le plus de liens possibles !</li> <li>- commune peut se demander</li> </ul>
<b>Autonomie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Espace</li> <li>- espaces de socialisation</li> <li>- affirmation d'eux-mêmes,</li> <li>- développent l'autonomie</li> </ul>
<b>Prévention</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- développement durable</li> <li>- assurer la relève ?</li> <li>- des expériences de toutes sortes renforcent les liens sociaux entre les générations</li> </ul>
<b>Responsabilisation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'âge des « rêves fous »</li> <li>- les expériences positives vécues en tant qu'ados marquent toute la vie</li> <li>- le bon moment pour commencer à prendre des responsabilités !</li> <li>- visée éducative</li> <li>- développent l'autonomie</li> <li>- la prise de responsabilité</li> <li>- renforcent des compétences personnelles</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la connaissance de soi</li> <li>- la capacité de prendre des décisions et/ou de surmonter des échecs</li> <li>- cohérentes avec la loi (sécurité, formation)</li> <li>- formatrices</li> <li>- citoyenneté active</li> <li>- apprennent aux jeunes à s'engager</li> <li>- apprendre le sens de la responsabilité</li> <li>- éveiller des citoyens responsables</li> <li>- s'ils s'engagent aujourd'hui, ils s'engageront demain</li> <li>- une place à prendre</li> </ul>
<b>Encouragement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- inviter concrètement les jeunes à une rencontre</li> <li>- orienter</li> <li>- attention particulière aux ados</li> <li>- un adulte compétent et disponible</li> <li>- rencontrer des adultes cohérents</li> <li>- Partenariat</li> <li>- encourager la formation des jeunes adultes qui encadrent d'autres jeunes</li> </ul>

Tableau 3

#### **4.2.4 La brochure Soutien et promotion de la jeunesse dans le canton du Valais : l'heure du bilan dix ans après l'entrée en vigueur de la Loi cantonale en faveur de la jeunesse de 2001**

Cette brochure établit un bilan des dix premières années d'activité relative au secteur de Promotion et de Soutien prévue dans la loi en faveur de la jeunesse. Il présente un aperçu du travail effectué.

En message introductif, M. Claude Roch, Chef du DECS évoque la question des jeunes et aborde la nécessité de « Mieux les guider et les conseiller », « Offrir une aide coordonnée impliquant l'Etat et les autres partenaires en charge de la jeunesse ». Dans ce mot introductif on peut lire : « il est important de cultiver le dialogue avec nos jeunes, afin qu'ils ne se sentent pas abandonnés et livrés à eux-mêmes ». Nous avons retenu également : « Nous poursuivrons donc notre politique envers nos jeunes, qu'ils viennent de Suisse ou de l'étranger, des grandes villes ou de petits villages de vallée, qu'ils soient diplômés ou sans formation, parfaitement intégrés dans notre société ou marginaux, en pleine santé ou en situation de handicap » (p.1-2).

On retrouve en introduction, l'intérêt et les objectifs d'élaborer une telle brochure : « Il représente surtout un outil de réflexion pour les responsables de la jeunesse au niveau communal qui pourront, s'ils le désirent, comparer leur politique à celle du canton et en tirer des conclusions permettant d'encourager la participations des jeunes » (p.3).

Aussi, on appuie l'utilité d'attribuer un budget pour aider les jeunes dans leur projets « afin qu'ils occupent leur temps libre d'une manière positive. » (p. 4)

La question des associations de jeunes est également développée. On peut lire « Le délégué et la Commission pourront certainement compter sur elles à l'avenir pour tenter de convaincre les responsables communaux de proposer une animation professionnelle aux jeunes de leur commune ou de leur région. » (p.43)

M. Loïc Wessels, animateur socioculturel à Sierre relève que « La jeunesse, c'est notre futur, et par le biais de l'organisation et de la réalisation de projets extra scolaires, les jeunes apprennent, en s'impliquant concrètement, à connaître le fonctionnement de notre société et à s'y faire une place. » (p.48)

Nous avons déjà repris le discours de l'interview de M. Paul Burgener lorsque nous définissions ce que les acteurs conceptualisaient comme problème politique au niveau de la jeunesse valaisanne dans le cadre des activités extrascolaires. Nous reprenons cet élément pour notre analyse. Dans la brochure qui nous intéresse on pouvait lire : « Les temps ont énormément changé. Autrefois, beaucoup de jeunes étaient intégrés dans les associations de l'Eglise, ils travaillaient dans les champs, à la vigne, etc. et ils étaient bien occupés. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Un certain nombre de jeunes traînent sans but et pour cette raison, il est important que l'Etat et les communes encouragent les jeunes à participer et à profiter de toutes les prestations qui leur sont offertes. (...) » (2011, p.68)

Nous avons déjà relevé le discours du Délégué que nous reprenons pour notre analyse : « Il y a encore énormément à faire, je regrette cette inégalité de traitement. Tous les jeunes ne sont pas soutenus de la même façon par les autorités communales, (...) » (p.68)

Finalement, nous avons établi un troisième tableau de synthèse mettant en avant des thèmes et unités à partir des énoncés sélectionnés.

### Tableau de synthèse 3

Thèmes retenus pour la brochure	Unités sélectionnées
<b>Soutien et promotion de la jeunesse dans le canton du Valais</b>	
<b>Coordination (ligne directrice)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Offrir une aide coordonnée impliquant l'Etat et les autres partenaires en charge de la jeunesse</li> <li>- outil de réflexion pour les responsables de la jeunesse au niveau communal</li> <li>- comparer leur politique à celle du canton</li> <li>- tenter de convaincre les responsables communaux</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- proposer une animation professionnelle aux jeunes de leur commune</li> <li>- Tous les jeunes ne sont pas soutenus de la même façon par les autorités communales</li> <li>- je regrette cette inégalité de traitement</li> </ul>
<b>Encouragement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mieux les guider et les conseiller</li> <li>- important de cultiver le dialogue avec nos jeunes</li> <li>- ne se sentent pas abandonnés</li> <li>- livrés à eux-mêmes</li> <li>- Nous poursuivrons donc notre politique envers nos jeunes,</li> <li>- qu'ils viennent de Suisse ou de l'étranger, des grandes villes ou de petits villages de vallée, qu'ils soient diplômés ou sans formation, parfaitement intégrés dans notre société ou marginaux, en pleine santé ou en situation de handicap</li> <li>- important que l'Etat et les communes encouragent les jeunes à participer</li> <li>- profiter de toutes les prestations qui leur sont offertes.</li> </ul>
<b>Responsabilisation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- occupent leur temps libre d'une manière positive</li> <li>- les jeunes apprennent, en s'impliquant concrètement</li> <li>- à connaître le fonctionnement de notre société</li> <li>- à s'y faire une place</li> <li>- Les temps ont énormément changé.</li> <li>- beaucoup de jeunes étaient intégrés dans les associations de l'Eglise</li> <li>- ils travaillaient dans les champs, à la vigne, etc.</li> <li>- ils étaient bien occupés.</li> <li>- ce n'est plus le cas.</li> <li>- Un certain nombre de jeunes traînent sans but</li> </ul>

Tableau 4

#### 4.2.5 Le document de présentation de la Conférence EDICS de novembre 2011

Dans le cadre de notre recherche, nous avons pu participer à la conférence EDICS et nous procurer le document de présentation de la séance concernant la politique de la jeunesse valaisanne. Durant cette conférence, la direction du SCJ présentait la politique de la jeunesse valaisanne actuelle et la comparait aux cadres légaux

nationaux et internationaux. La présentation exposait « la politique de la Jeunesse Valaisanne à l'aune des cadres légaux nationaux et supranationaux », « la situation actuelle en Valais depuis l'adoption de la LJe en 2000 » ainsi que des « Propositions de pistes d'amélioration ». La direction du Service cantonal de la jeunesse présentait notamment les articles 19 et 31 de la Convention des nations unies relatives aux droits de l'enfant dont les descriptifs étaient les suivants : l'article 19 de la CDE était présenté sous la classification « Protection et prévention » tandis que l'article 31 de la CDE était résumé comme un « encouragement à la jeunesse (l'organisation d'activités de loisirs et d'activités récréatives adaptées aux enfants) ». La présentation abordait également la résolution prise par l'Assemblée générale des nations unies en date du 11 octobre 2002 et mettant en avant les aspects de « Promotion et soutien » parallèlement au Chapitre et principe abordés dans la LJe. La direction du SCJ mettait également le doigt sur le principe de « Participation » pour la bonne conduite d'une politique jeunesse respectueuse des droits de l'enfant.

Au niveau des « Recommandations européennes », la présentation mettait l'accent sur la « Mise en place de conditions de vie qui permettent aux jeunes de devenir des citoyens modèles ». Les thématiques de « Promotion des jeunes », « Prévention » ainsi que les « Mesures ciblées afin d'éviter la discrimination » étaient mises en avant.

Au niveau des « Recommandations fédérales concernant la Politique de Jeunesse », la conférence insistait sur l'article 11 de la Constitution stipulant que « les enfants et les jeunes ont droit à une protection particulière de leur intégrité et à l'encouragement de leur développement ». Pour le niveau national, les notions de « Protection », « Encouragement » et « Participation » étaient soulevées.

Pour ce qui est de la « Politique Cantonale Valaisanne de Jeunesse », la séance présentait un état des lieux reprenant les buts de la LJe dont notamment, pour le sujet qui nous intéresse, « Le soutien aux projets intéressant la jeunesse et/ou conçu par elle », « Le soutien aux différents organismes de jeunesse ou s'occupant de la jeunesse », « La prévention des situations mettant en danger les jeunes et la promotion de comportements responsables pour la santé ».

La Conférence appuyait également sur les concepts de « Promotion et Soutien » et du rôle du « Délégué à la jeunesse » et de la « Commission des jeunes ».

En conclusion, la direction du SCJ présentait « des voies d'amélioration » comme la « Coordination de la promotion entre le terrain et le canton », « Coordination au niveau directionnel de la politique de jeunesse (ligne directrice) », « Coordination au niveau opérationnel de la politique de jeunesse » ainsi que la « Centralisation de la prévention ».

Il était exposé la mise en place de « Nouvelles structures et objectifs », à savoir, un « Observatoire de la jeunesse et de la famille », dans l'idée d'offrir une « Meilleure coordination de la politique de jeunesse » et de réunir les « Responsables de la politique de la jeunesse (DECS, Tribunal des mineurs, Police, communes, autorités tutélaires) ». L'élaboration d'un « Comité de conduite » afin de permettre une « Meilleure cohérence des mesures », rassemblant, « Tous les chefs de service du DECS » ainsi que l'institutionnalisation d'une « Assemblée des délégués de jeunesse communaux » afin de permettre la « Création d'un lieu d'échange entre communes ».



et cantons » et de réunir « Tous les délégués des communes et le délégué à la jeunesse cantonal ».

Ces objectifs étaient présentés dans l'idée d'une coordination permettant un échange de bonnes pratiques, d'éviter une logique de silos. En conclusion, il est mentionné l'importance de favoriser l' « Augmentation de la transversalité et de la coordination ».

Pour mieux décontextualiser le document de présentation de la conférence orchestrée dans le cadre du Service cantonal de la jeunesse au sujet de la politique jeunesse valaisanne et afin d'opérer à une sélection plus spécifique, nous avons établi un quatrième tableau de synthèse.

#### Tableau de synthèse 4

Thèmes retenus du Power point de la Conférence EDICS de novembre 2011	Unités retenues
<b>Encouragement</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- article 31 : encouragement à la jeunesse (l'organisation d'activités de loisirs et d'activités récréatives adaptées aux enfants)</li><li>- l'encouragement de leur développement, - Encouragement</li></ul>
<b>Prévention</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Prévention</li><li>- La prévention des situations mettant en danger les jeunes</li></ul>
<b>Soutien</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Promotion et soutien</li><li>- Promotion des jeunes</li><li>- Le soutien aux projets intéressants la jeunesse et/ou conçu par elle</li><li>- Le soutien aux différents organismes de jeunesse ou s'occupant de la jeunesse</li></ul>
<b>Responsabilisation</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Mise en place de conditions de vie qui permettent aux jeunes de devenir des citoyens modèles</li><li>- promotion de comportements responsables pour la santé</li></ul>
<b>Coordination (ligne directrice)</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Coordination de la promotion entre le terrain et le canton</li><li>- Coordination au niveau directionnel de la politique de jeunesse (ligne directrice)</li><li>- Coordination au niveau opérationnel de la politique de jeunesse »</li><li>- Centralisation de la prévention</li><li>- Meilleure coordination de la politique de jeunesse</li><li>- Meilleure cohérence des mesures</li></ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assemblée des délégués de jeunesse communaux</li> <li>- lieu d'échange entre communes et cantons</li> <li>- Tous les délégués des communes et le délégué à la jeunesse cantonal</li> <li>- Augmentation de la transversalité et de la coordination</li> <li>- Observatoire de la jeunesse et de la famille</li> <li>- Comité de conduite</li> </ul>
--	--

Tableau 5

### 4.3 Représentation simplifiée

Les documents ayant été exploités, nous avons établi un croisement des thèmes retenus. Pour ce faire, nous avons construit un tableau résumant, pour chaque matériau, les thèmes élaborés. Ceci permet de prendre du recul par rapport à chaque document exploité, de décontextualiser les énoncés et de simplifier les données récoltées. En rassemblant les thématiques, nous avons pu faire ressortir des caractères communs pour permettre un regard plus objectif et critique à notre analyse.

Il convient à présent de présenter un récapitulatif des thématiques exposées pour chaque matériau et d'en faire une analyse transversale. Le tableau qui suit fait ressortir la structure narrative pour chaque document mais ne représente pas une hiérarchisation des thèmes. Chaque tableau a fait ressortir les thèmes suivants :

Tableau 1	Tableau 2	Tableau 3	Tableau 4
<b>Soutien</b>	<b>Coordination</b>	<b>Coordination</b>	<b>Encouragement</b>
<b>Prévention</b>	<b>Autonomie</b>	<b>Encouragement</b>	<b>Prévention</b>
<b>Responsabilisation</b>	<b>Prévention</b>	<b>Responsabilisation</b>	<b>Soutien</b>
<b>Surveillance</b>	<b>Responsabilisation</b>		<b>Responsabilisation</b>
<b>Coordination</b>	<b>Encouragement</b>		<b>Coordination</b>
<b>Encouragement</b>			<b>Surveillance</b>

Tableau 6

## 5 Interprétation des résultats

### Viser la coordination pour une meilleure ligne directrice

La thématique de la coordination ressort dans les quatre matériaux. Pour chaque tableau de synthèse nous avons pu constater, de manière récurrente la volonté du SCJ ou plus particulièrement du Délégué à la jeunesse du canton de collaborer et travailler avec les autorités communales, les conseillers communaux ou les

responsables de jeunesse des communes. De ces tableaux, il ressort l'idée d'un dialogue, la mise en place de réseaux, le fait de tisser des liens ayant pour but de définir des objectifs clairs en matière de promotion d'une politique jeunesse. Le Délégué à la jeunesse se mettrait donc à disposition pour engager une réflexion communale sur les aspects de politique de jeunesse. Cette idée rejoint notre cadre théorique qui exposait l'idée des autorités politico-administratives cherchant à modifier le comportement des groupes cibles. Notre cadre théorique nous permet de mieux comprendre le travail du Délégué envers les communes valaisannes.

Plusieurs unités retenues nous paraissent explicites sur la volonté du Délégué ou du SCJ à interpellier les communes, savoir s'il existe une écoute de la jeunesse et tenter de convaincre les responsables communaux.

Aussi, il a été relevé dans le discours du Délégué, une inégalité de traitement, tous les jeunes n'étant pas soutenus de la même façon par les autorités communales.

Finalement, la récurrence du mot coordination nous a semblé révélatrice et pertinente pour la suite de notre recherche. Ce concept permettrait, dans la vision du Service cantonal de la jeunesse, la promotion entre le terrain et le canton, une meilleure entente au niveau directionnel de la politique de jeunesse ainsi que l'encouragement d'une ligne directrice en termes de politique jeunesse. La volonté d'augmenter la transversalité a été mise en avant en réunissant notamment les délégués de jeunesse communaux et cantonaux pour permettre un lieu d'échange entre les communes et le canton.

Le thème de la coordination est étroitement lié à la volonté d'établir une ligne directrice claire en matière de politique jeunesse. Cette problématique semble acquise dans le discours du SCJ. Elle est relevée et exposée dans différents matériaux comme dans le Manuel à l'attention des communes et la conférence EDICS de novembre 2011. Ce constat rejoint la thèse d'une fragmentation entre les communes et les cantons relevée par Schultheis, Perrig-Chiello et Egger (2009) que nous avons explicité en début de travail lorsque nous abordions le contexte des politiques de jeunesse dans le contexte helvétique. Ce constat était également établi par le Groupe de liaison des activités jeunesse du canton de Vaud (GLAJ-vaud).

#### ➤ **Lien avec cadre conceptuel et hypothèse**

La thématique d'établir une meilleure coordination pour favoriser une ligne directrice plus claire en matière de politique jeunesse répond au cadre conceptuel du triangle des acteurs (Knoepfel, 2009). Nous pouvons, dans un premier temps, confirmer l'idée de définir empiriquement les communes comme l'un des groupes cibles.

Le thème de la coordination et la volonté d'instaurer une ligne directrice en matière de politique de la jeunesse axée sur les activités jeunesse nous permet de répondre, en partie, à notre hypothèse d'intervention partant du postulat que le SCJ et plus particulièrement le Délégué cherchaient à résoudre le problème d'un manque d'espace chez les jeunes (problème politique) en modifiant le comportement des communes (groupes cibles).

Conformément à notre hypothèse causale, notre analyse nous permet déjà de nous positionner et de défendre que les communes valaisannes aient un rôle à jouer en tant qu'acteur capable de résoudre le problème politique identifié (un manque d'espace et de structures pour les jeunes).

## **Encouragement**

La thématique de l'encouragement apparaît également dans les quatre matériaux exploités. Elle reprend notamment l'encouragement à la coordination présentée plus haut. A cette thématique, nous avons choisi d'y assimiler le thème soutien établi dans les tableaux de synthèse 1 et 4. Il ressortait que le terme Soutien était conceptualisé par l'autorité politico-administrative compétente et reprenait le même ordre d'idées que le thème de l'encouragement.

Ici, on parle de stimuler les organismes de jeunesse, inviter les jeunes à des rencontres, les orienter ainsi qu'accorder une attention particulière aux adolescents. Nous avons aussi relevé l'importance de s'occuper, promouvoir et soutenir les jeunes dans leurs projets et activités.

Il ressort des différents matériaux, la nécessité pour les jeunes de pouvoir se référer à un adulte cohérent, compétent et disponible dans l'objectif d'être guidé et conseillé. Des adultes de références seraient donc présents pour dialoguer avec les jeunes et les encourager.

Aussi, le SCJ parle d'encourager la formation de jeunes adultes pour encadrer d'autres jeunes. Nous avons également été interpellé par les énoncés visant à encourager et stimuler les jeunes pour qu'ils ne se sentent pas abandonnés ou livrés à eux-mêmes.

On retrouve ici une vision d'encadrer les jeunes par l'intermédiaire d'adultes de référence et sous l'appui de l'Etat. Ceci qui n'est pas sans rappeler la thèse des écoles de pensées en droits de l'enfant proposée par Karl Hanson (2008). Ici nous postulons, au vu des énoncés relevés et malgré les pistes de participation proposées par le Service, pour une vision paternaliste. Le jeune apparaît comme un être incompetent qui doit être suivi et guidé par des adultes compétents.

### **➤ Lien avec cadre conceptuel et hypothèse**

La thématique de l'encouragement s'applique aussi au modèle du triangle des acteurs. Les bénéficiaires finaux sont les jeunes. Cette dynamique passe par l'intermédiaire d'adultes et d'organismes mais également par des acteurs représentants des autorités communales. A travers l'encouragement, on retrouve l'impulsion des autorités politico-administratives envers les communes, dans le but d'offrir et favoriser des prestations aux jeunes.

## **Responsabilisation**

En lien étroit avec le précédent, le thème de la responsabilisation apparaît aussi dans les quatre tableaux de synthèse. Nous avons choisi le terme de responsabilisation après avoir regroupé les différentes unités retenues.

Cette thématique a fait ressortir la vision d'une génération avec des « rêves fous », où les expériences positives vécues en tant que jeune permettent de s'engager dans le futur, de s'éveiller, d'avoir la possibilité de devenir des citoyens responsables. En récoltant nos données, nous avons relevé une idée de formation et d'apprentissage, un sens de la responsabilité (pour le domaine de la santé notamment). On parle d'apprendre le fonctionnement de la société. Nous retrouvons une idée formatrice de la jeunesse au travers des activités jeunes soutenues par le canton ou les communes.

Nos données ont mis en avant l'importance pour les jeunes d'être en cohérence avec la loi, d'avoir une place à prendre dans la société, toujours dans un but éducatif et d'intégration sur le long terme.

Il ressort que les temps auraient changé, que les jeunes seraient moins intégrés dans les organisations et associations, que certains traîneraient sans but et seraient mal occupés.

Finalement cette thématique met le doigt sur la vision et la nécessité que les jeunes acquièrent une citoyenneté active, qu'ils deviennent des citoyens modèles (définition donnée par les acteurs du SCJ).

Ces aspects peuvent être mis en lien avec la notion de processus de socialisation conceptualisée comme un apprentissage de la vie en société visant l'adaptation à l'environnement social, par l'intériorisation de normes, de valeurs, des structures intellectuelles et culturelles ainsi que des savoirs pratiques du milieu (Braud, 2006).

On retrouve ici une dynamique sous-jacente qui n'est pas sans rappeler la thèse de Norbert Elias sur la pacification des mœurs, les individus étant soumis à des règles, cela implique que leurs impulsions, passions et envies soient restreintes à l'intérieur des réseaux sociaux sous la contrainte de l'Etat (Elias, 1991).

Dans cet ordre d'idées, la notion de contrôle social peut être mise en avant. Ce concept rappelle l'ensemble des règles et des rapports de force qui s'exercent sur les agents sociaux. Dans cette conception, les agents sont confrontés à des distinctions entre comportements permis ou défendus, normaux ou déviants ou encore légitimes et illégitimes (Braud, 2006).

### ➤ **Lien avec cadre conceptuel et hypothèses**

Nous relevons une vision normative de contrôle et une volonté de préparer les adultes de demain pour un avenir prospère et l'assurance d'une cohésion sociale. Le thème de la responsabilisation nous a permis de voir qu'il y avait un but éducatif sous-jacent. Ceci nous permet de relever l'intérêt des autorités politico-administratives à occuper les jeunes de manière positive dans une vision éducative et de donner des pistes de réponses pour notre question de recherche.

### **Prévention**

Le thème de la prévention est élaboré dans la Loi en faveur de la jeunesse, c'est une des raisons pour lesquelles nous l'avons nommé ainsi. La notion de prévention était également récurrente lors de la conférence EDICS. On retient ici la prévention face aux situations mettant en danger les jeunes telles que les diverses formes de

violence, du tabagisme, de l'alcoolisme et d'autres toxicomanies. Cette thématique reste intimement liée à la responsabilisation, à la conception d'assurer une cohésion sociale sur le long terme.

## Autonomie

Nous avons retenu pour cette thématique, la notion d'espace comme un lieu de socialisation et d'affirmation de soi. Ce qui permettrait le développement de l'autonomie. Cette notion reste proche de la thématique responsabilisation.

L'autonomie peut être perçue comme un des aspects relatifs à la réalisation de soi, la transition au monde adulte et à l'issue des problématiques de dépendance présentée plus haut et exposées notamment par Loncle (2007). Elle reste étroitement liée au concept d'acquisition de l'indépendance. Elle peut également faire référence aux espaces autodéterminés par les jeunes. Nous avons parlé notamment d'espaces informels qui n'étaient pas préalablement prévus pour les jeunes, des espaces hors des structures formelles.

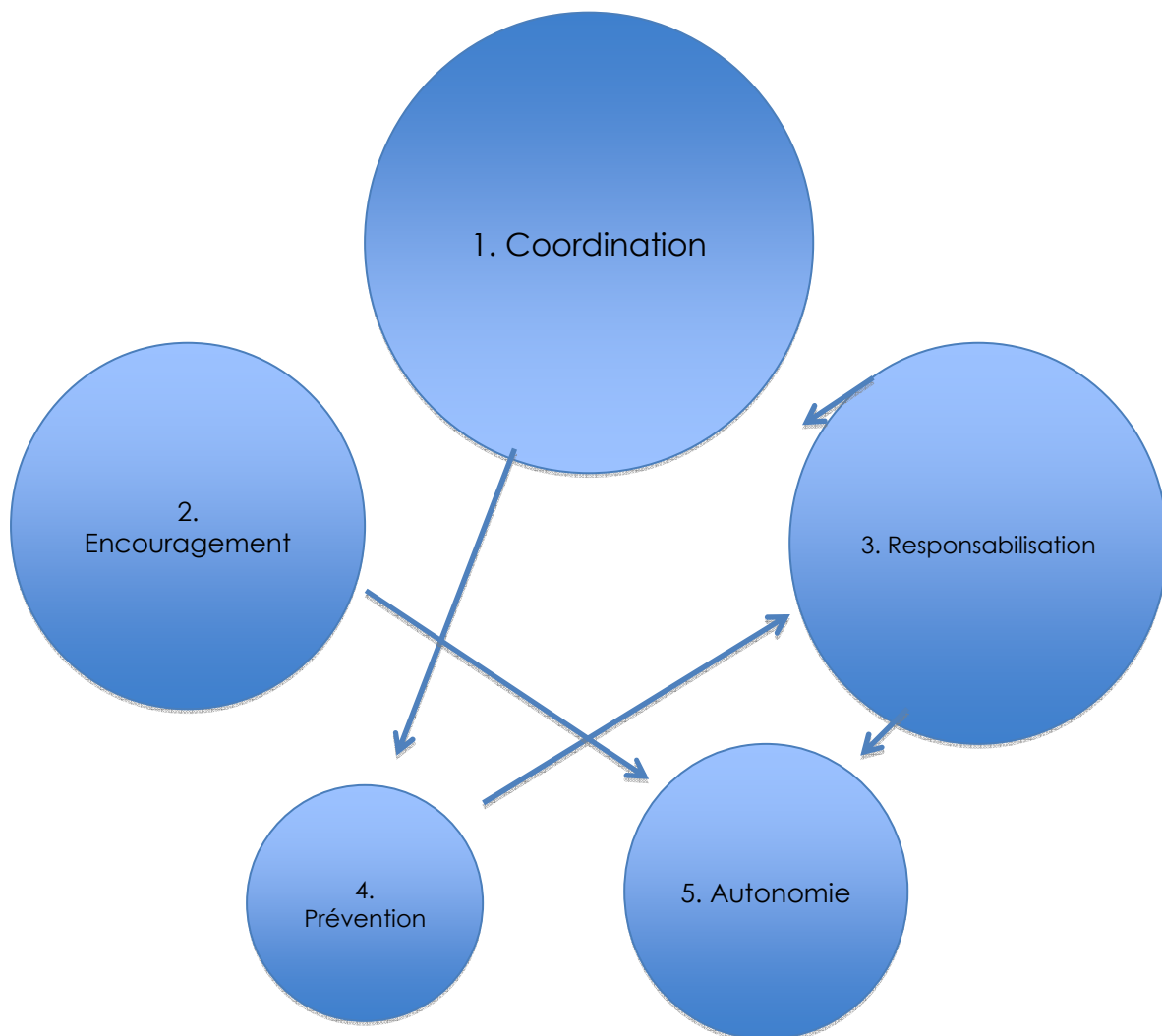


Schéma 6

Le schéma ci-dessus permet d'imager les thèmes que nous avons construits et de mieux saisir leur interdépendance. Il faut relever, dans un premier temps, la thématique de coordination. Celle-ci permet de transmettre une ligne directrice aux communes (groupe cible).

Dans le schéma présenté, la coordination recherchée par le SCJ permettrait une meilleure efficacité dans l'encouragement et la responsabilisation des jeunes. En mettant l'accent sur la coordination, on cherche une responsabilisation de la jeunesse et un encouragement plus efficient des activités et projets en faveur des jeunes. En améliorant la coordination, on offre aussi un meilleur encadrement des jeunes.

Nous avons également pu relever dans la conception du Service cantonal de la jeunesse que des résultats sur le long terme, à travers des mesures préventives, étaient recherchés. La thématique prévention s'élabore par une meilleure coordination des acteurs dans le but de responsabiliser les jeunes et les socialiser à des comportements conformes aux normes dominantes.

Finalement, la thématique de l'autonomie reste dépendante des aspects prévus dans les thèmes de l'encouragement et de la responsabilisation. Elle peut apparaître comme un but souhaité par l'autorité politico-administrative dans un processus de socialisation, de formation et d'acquisition d'une citoyenneté garante de la cohésion sociale.

### **Vers un encadrement de la jeunesse**

Notre analyse nous permet de faire un lien avec des constats théoriques déjà relevés. Il apparaît qu'historiquement, l'intervention publique en direction de la jeunesse dépend des attentes sociales à l'égard de la jeunesse. Pour Loncle (2010), l'intervention publique en direction de la jeunesse n'est pas le résultat de comportements positifs ou négatifs de la part des jeunes mais bien « de projections de la société adulte vis-à-vis de cette population » (p.39). L'auteure relève une articulation entre la jeunesse et l'Etat-providence, où l'Etat chercherait à réintroduire de la morale et du contrôle dans son intervention. Il est également soulevé que les problèmes liés à la jeunesse « constituent un point central d'intervention, ils sont articulés à des valeurs, des normes qui visent à cadrer la jeunesse, à la contenir » (Loncle, 2010, p.40).

Cette idée de contrôle et d'encadrement de la jeunesse a pu être relevée dans les thématiques de notre analyse propre au canton du Valais. Cette conception est traduite à travers un processus de responsabilisation, d'encouragement et de stimulation pour que les jeunes acquièrent un statut conforme aux normes dominantes.

Nombre de théories scientifiques nous rappellent que la jeunesse correspondrait à une population interrogeant sur différentes questions d'intégration sociale. Plusieurs éléments mettraient aujourd'hui en danger la capacité des jeunes à devenir adulte et à acquérir une citoyenneté sociale<sup>1</sup> (Loncle, 2010).

---

<sup>1</sup> Il est entendu par citoyenneté sociale, « Un type de formation sociale au sein de laquelle nul n'est exclu parce que chacun dispose des ressources et des droits nécessaires pour entretenir des relations d'interdépendance (et pas seulement de dépendance) avec tous. » (Castel, 2003, p.90).

Dans le contexte du Valais, nous avons constaté dans la vision du Service cantonal et plus particulièrement du Délégué à la jeunesse, une conception visant à intégrer les jeunes, leur offrir des espaces pour développer leur autonomie sous la surveillance du monde adulte.

Nous avons également relevé l'idée de permettre aux jeunes d'être en cohérence avec la loi et de devenir responsables, de s'investir sur le long terme en répondant aux normes acquises et construites socialement par le monde adulte. Cette vision rejoint la thèse de Loncle (2007) défendant que « les objectifs des politiques publiques de la jeunesse oscillent presque toujours entre deux nécessités plus ou moins inconciliables : le maintien de la paix sociale et la volonté d'intégrer les jeunes » (p.118).

Les jeunes constitueraient :

La cible préférée des politiques publiques (...) dans la mesure où ils incarnent le renouvellement social, ils attirent spécialement l'attention des décideurs mais aussi de la population en général. Leur état de santé, leur bonheur, leur bien-être semblent synonymes de réussite pour la société entière, ce qui justifie a priori l'intervention publique. (Loncle, 2010, p.103)

Cette forme d'encadrement des jeunes peut être mise en lien avec la thèse de Lansdown sur la « downward spiral » concernant l'équilibre protection-participation. Selon Lansdown (2005, p.18), « It is necessary to balance the right to participation with the right for protection ».

On retrouve cette idée dans le contexte du Service cantonal où l'on fait participer les jeunes en leur proposant l'élaboration d'un projet avec en même temps, l'intention d'accomplir une protection, un encadrement auprès de ces derniers.

## **5.1 Identification des bénéficiaires finaux et des groupes tiers (lésés et profiteurs)**

A présent, suite à notre analyse et pour répondre à notre modèle théorique, nous pouvons identifier de manière plus éclairée quels pourraient être les bénéficiaires finaux et les groupes tiers prévus dans le modèle du triangle des acteurs pour le contexte du Valais.

### **5.1.1 Les bénéficiaires finaux : les jeunes âgés de 12 à 25 ans**

Les bénéficiaires finaux sont les acteurs affectés par le problème politique qui bénéficient du changement de comportement des groupes cibles. Dans le contexte qui nous intéresse, les jeunes valaisans subissent les effets négatifs du problème public, un manque d'espace et d'infrastructures pour les activités loisirs et une inégalité de traitement selon les communes. Le Délégué cherche à réduire ce problème en sensibilisant les communes.

Au vu de l'analyse et des constats préalablement exposés, les jeunes valaisans de 12 à 25 ans sont identifiés comme les bénéficiaires finaux. En favorisant la



coordination et en travaillant en collaboration avec les autorités communales, le Délégué à la jeunesse cherche à offrir une écoute, répondre et identifier les besoins des jeunes. Les jeunes âgés de 12 à 25 ans peuvent bénéficier de l'appui du Délégué selon les dispositifs prévus par la loi en faveur de la jeunesse et le Manuel à l'attention des communes.

Le tableau qui suit est issu de l'Office cantonal de la statistique du canton du Valais (2011). Il répertorie la population sur l'ensemble du canton selon les classes d'âge. Il permet de donner un aperçu, par classe d'âge, des enfants et des jeunes valaisans:

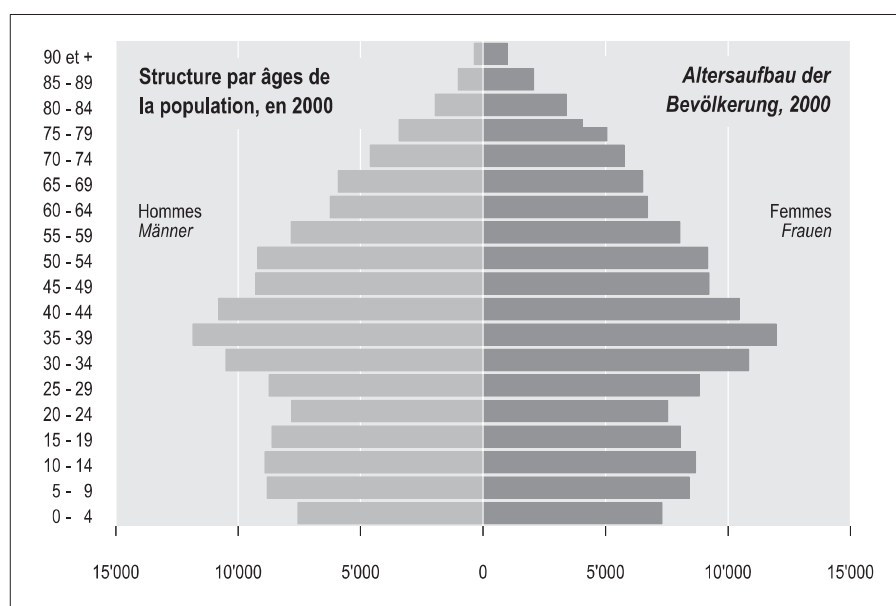
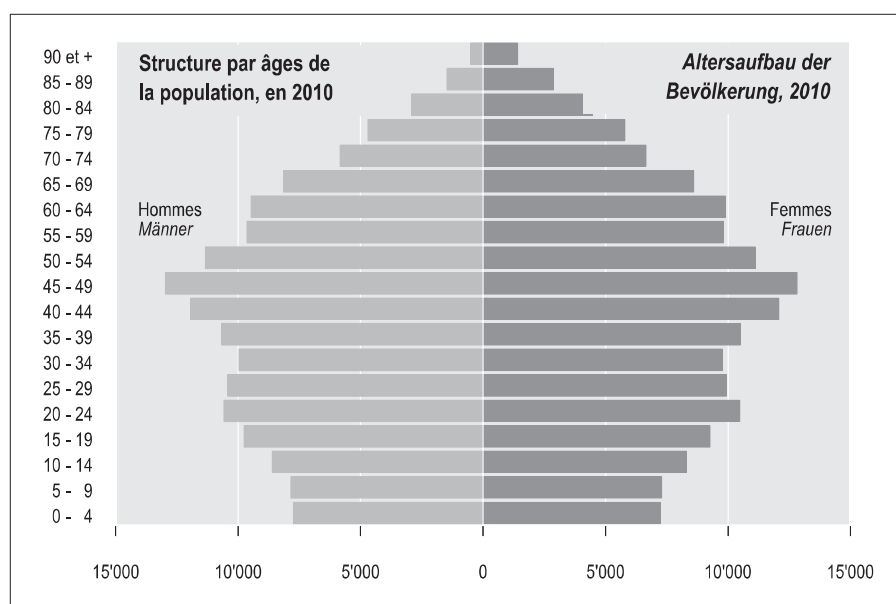
**Population résidente permanente (STATPOP) selon la classe d'âges au 31.12.2010**

***Ständige Wohnbevölkerung (STATPOP) nach Altersklasse am 31.12.2010***

	<b>Total</b>				
	Total	Hommes	Femmes	Suisses	Etrangers
	<i>Total</i>	<i>Männer</i>	<i>Frauen</i>	<i>Schweizer</i>	<i>Ausländer</i>
<b>Total</b>	<b>312'684</b>	<b>154'458</b>	<b>158'226</b>	<b>247'010</b>	<b>65'674</b>
<b>Classe d'âges</b>					
<b><i>Altersklasse</i></b>					
0-4	14'986	7'742	7'244	11'311	3'675
5-9	15'132	7'839	7'293	11'547	3'585
10-14	16'896	8'606	8'290	13'232	3'664
15-19	19'014	9'757	9'257	15'020	3'994
20-24	21'048	10'571	10'477	15'562	5'486
25-29	20'349	10'416	9'933	13'952	6'397
30-34	19'722	9'970	9'752	13'261	6'461
35-39	21'180	10'678	10'502	15'148	6'032
40-44	23'998	11'935	12'063	17'881	6'117
45-49	25'779	12'965	12'814	19'916	5'863
50-54	22'434	11'328	11'106	18'054	4'380
55-59	19'436	9'628	9'808	16'264	3'172
60-64	19'364	9'468	9'896	17'020	2'344
65-69	16'751	8'150	8'601	15'079	1'672
70-74	12'483	5'828	6'655	11'201	1'282
75-79	10'490	4'695	5'795	9'733	757
80-84	7'390	2'920	4'470	6'930	460
85-89	4'344	1'471	2'873	4'106	238
90-94	1'507	395	1'112	1'431	76
95 et +	381	96	285	362	19
<b>Groupes d'âges</b>					
<b><i>Altersgruppen</i></b>					
0-19	66'028	33'944	32'084	51'110	14'918
20-39	82'299	41'635	40'664	57'923	24'376
40-64	111'011	55'324	55'687	89'135	21'876
65-79	39'724	18'673	21'051	36'013	3'711
80 et +	13'622	4'882	8'740	12'829	793

Office cantonal de la statistique (2011)

Le graphique qui suit présente la démographie pour l'ensemble du canton du Valais. Il permet d'imager la proportion d'enfants et de jeunes sur l'ensemble du canton :



Office cantonal de la statistique (2011)

Le SCJ, de part sa base légale, la loi en faveur de la jeunesse (LJe), entend à son article premier, par enfant, tout être humain âgé de moins de 18 ans, par jeune, tout être humain âgé de moins de 25 ans.

### Redéfinition de l'âge adulte

Lorsque nous abordons les défis généraux d'une politique en faveur de la jeunesse, nous avons relevé que les scientifiques et politiques s'accordaient à parler d'une redéfinition de l'âge adulte. Olivier Galland (2001) remarquait un allongement

généralisé de la jeunesse, l'entrée des jeunes dans la vie adulte se faisant de plus en plus tardivement. Loncle (2007) parlait de logiques de l'allongement de la dépendance, beaucoup de jeunes ayant tendance à rester au domicile familial pour des raisons économiques. Nous évoquons De Singly (2000) qui parlait d'instabilité dans les transitions des jeunes au statut d'adulte. L'Office fédéral de la statistique (2007) établissait une moyenne fixée à 22,8 ans pour mesurer ce rapport de dépendance en Suisse. Si l'on parle d'un allongement généralisé de la jeunesse et que l'OFS mesure une moyenne fixée à 22,8 ans pour mesurer le rapport de dépendance des jeunes en Suisse, la classification 12-25 ans établie dans la LJe quant à l'action effectuée par le Délégué à la jeunesse semble répondre à cette problématique d'allongement.

En prenant en compte uniquement le facteur de la classe d'âge, les jeunes entre 12 et 25 ans peuvent être considérés comme les bénéficiaires finaux de la politique jeunesse mise en place par le SCJ pour les aspects loisirs et activités extrascolaires.

### **5.1.2 Les groupes tiers**

Comme présenté plus haut, le cadre théorique proposé comprenait un quatrième groupe : les groupes tiers, des acteurs qui, sans être directement visés par la politique publique, voient leur situation se modifier dans le temps. Ces effets peuvent être négatifs (lésés) ou positifs (profiteurs). (Knoepfel, Larrue, Varone, 2006)

#### **Les lésés**

Nous avons pu relever au fil de notre recherche un manque de matériaux statistiques nous permettant de faire ressortir de manière quantitative quel type de jeunes participait à divers projets selon leurs classes d'âge, milieu social ou genre. Notre revue de la littérature et la lecture de nos quatre matériaux analysés nous ont permis de catégoriser une part des jeunes dans le volet des lésés :

- Notre revue de la littérature a pu faire ressortir, dans le contexte helvétique et européen une jeunesse parfois, précaire et stigmatisée.
- Une autre partie de la jeunesse semble mise de côté, les politiques définissant une classe d'âge spécifique pour accorder des droits aux jeunes.
- Un autre aspect non négligeable est celui des activités et des lieux de socialisation mis en place par les jeunes eux-mêmes, hors d'un cadre, en deçà de structures ou d'espaces prévus à cet effet par des politiques, professionnels des questions de jeunesse ou de l'animation socio-culturelle.

Ces différents points sont explicités ci-dessous.

#### **Une jeunesse marginalisée**

Comme relevé précédemment lorsque nous mettions en avant les défis et problématiques liés à la jeunesse, il ressortait que la Suisse était un pays d'immigration. Un tiers de celle-ci serait concerné par une histoire migratoire et un quart des jeunes de moins de 25 ans n'aurait pas de nationalité suisse. Les jeunes issus de la migration seraient particulièrement affectés par des situations de

précarité, des difficultés scolaires et d'intégration professionnelle (Schultheis, Perrig-Chiello & Egger, 2009). Il serait intéressant d'évaluer dans le contexte valaisan si les jeunes touchés par des situations précaires seraient encadrés et auraient les mêmes possibilités de participation à des projets. Nos données ne nous permettent pas de répondre à cet aspect.

Nous l'avons vu plus haut, en Suisse, la criminalité concerne le plus souvent des vols, des dommages à la propriété, des infractions à la loi sur la circulation et des infractions à la loi sur les stupéfiants (Schultheis, Perrig-Chiello et Egger, 2009). Nous pouvons postuler qu'en Valais les jeunes concernés par cette problématique ne sont pas encadrés par une politique de la jeunesse visant à occuper les jeunes « de manière positive ».

Les acteurs présentés ici intégreraient la catégorie des lésés et pourraient nécessiter une forme d'encadrement plus efficace et mieux ciblée.

### **Classe d'âge marginalisée : les enfants de 0 à 12 ans**

En reprenant la Loi en faveur de la jeunesse de 2001, il est défini à son article premier qu'il est considéré comme enfant tout être humain entre 0 et 18 ans et par jeune tout être humain de moins de 25 ans. Le travail du Délégué vise à proposer et appuyer les activités extrascolaires pour les jeunes entre 12 et 25 ans mais ne prévoit pas d'engagement pour la classification 0 à 12 ans. Cette classe d'âge semble mise de côté pour les actions de Promotion et Soutien entreprises par le Délégué à la jeunesse et peut être associée aux lésés.

### **Villages en marge**

Certains villages n'ont pas les ressources suffisantes pour mener à bien une politique de la jeunesse. Certains responsables communaux n'ont pas de formation ou les outils nécessaires pour la mise en place d'une politique jeunesse tournée vers les aspects extrascolaires. Ces points avaient été relevés par Eggs et König (2008). En comparaison à certaines villes valaisannes qui disposent de centre de loisirs, animateurs socio-culturels et autre, l'offre des villages en matière d'espace et d'infrastructures, malgré le pilotage du Délégué à la jeunesse, paraît restreinte.

Selon la brochure « Soutien et promotion de la jeunesse dans le canton du Valais : l'heure du bilan dix ans après l'entrée en vigueur de la Loi cantonale en faveur de la jeunesse de 2001 », des communes valaisannes seraient réticentes à collaborer avec le Délégué à la jeunesse, ce qui réduirait les possibilités de certains jeunes à réaliser des projets.

### **Actions des jeunes hors cadre, hors des structures officielles**

L'action effectuée par le Délégué à la jeunesse dans le cadre du SCJ ne semble pas prendre en compte les situations de jeunes évoluant dans des espaces informels en dehors des structures jeunes prévues.

Schultheis, Perrig-Chiello et Egger (2009) relevaient que l'environnement d'un enfant et d'un jeune pouvait faire partie de ses expériences les plus fondamentales. Son milieu pouvait comprendre le logement de la famille mais également ses environs, les infrastructures et espaces publics à disposition.

Il nous paraît pertinent de relever le constat établi par la Commission Fédérale pour l'Enfance et la Jeunesse (CFEJ):

Avec l'âge, l'autonomie s'accroît: les jeunes ont besoin d'espaces et de temps libres pour être seuls ou avec d'autres du même âge (...) l'ennui et les heures improductives ont tout autant de valeur pédagogique que celles passées dans une association sportive, à un cours de musique ou chez les scouts. (2005, p.14)

Plusieurs recherches défendent que les enfants et les jeunes n'ont pas forcément besoin de structures, encadrements ou aménagements préalablement établis. Nairn, Panelli et McCormack (2003) soulèvent que les jeunes peuvent occuper des lieux informels. En dehors de l'espace familial et scolaire, le fait de fréquenter des espaces inappropriés est un processus social non négligeable. Il semble essentiel de prendre en compte la vie des jeunes au-delà des places classiques comme l'école, la maison et les structures de loisirs officielles.

Les espaces publics apparaissent comme des cadres d'auto-socialisation des jeunes. Ces lieux sont à l'écart du monde adulte, où la jeunesse dispose de ses propres normes et pratiques. Aussi, les expériences d'un jeune seront différentes selon son milieu social ou géographique. Un jeune issu d'un milieu urbain précaire évoluera dans un environnement différent qu'un jeune issu d'un milieu rural.

La Commission Fédérale pour l'Enfance et la Jeunesse (CFEJ) souligne que :

Les enfants aiment bien jouer dans des endroits qui ne sont pas prévus pour être des aires de jeu. Ces endroits devraient être connus et protégés. Les espaces et les lieux qui (temporairement) n'ont pas de fonction précise (chantiers, maisons vides, arrière-cours, carrières, terrains en friches ou greniers et caves) permettent de vivre de précieuses expériences. (2005, p.18).

Les jeunes fréquentant ces espaces ne paraissent pas pris en charge par les politiques communales de jeunesse comprenant les activités extrascolaires. Aussi, le travail du Délégué semble plutôt appuyer les structures préexistantes, s'intéresser à soutenir des manifestations et projets ayant une valeur plus officielle.

## Les profiteurs

Notre analyse de contenu nous a permis d'envisager quel type d'acteurs pouvaient voir leur situation se modifier positivement dans le temps. Lorsque nous traitons les quatre matériaux, il ressortait la vision d'un encadrement de la jeunesse, une idée de surveillance et de contrôle dans un but de socialiser les jeunes. Nous relevions également la volonté de faire des jeunes des citoyens modèles en cohérence avec la loi, une politique de la jeunesse visant le long terme, notamment au travers de mesures préventives semblait être mise en avant.

De ce fait nous pouvons postuler que des acteurs concernés par la sécurité, la santé et les élites politiques dénonçant les comportements déviants ou délinquants des jeunes pourraient être identifiés dans cette catégorie.

L'Etat, en tant qu'acteur détenteur du monopole légitime de la violence symbolique et physique au sens de Max Weber (Braud, 2006) semble également pouvoir en tirer profit. Une politique visant à occuper les jeunes de manière « positive » et surveillant leurs activités permettrait la paix et la cohésion sociale. Cette idée rejoint le contexte français où Loncle (2007) relève que les jeunes sont : « Couramment stigmatisés pour les menaces potentielles et, donc, couramment objets de mesures de répression ou de sécurité, les jeunes constituent aussi un enjeu en termes de maintien de la cohésion sociale et du renouvellement du système de l'Etat providence » (p.113).

On peut soulever donc l'idée de maintenir une forme de paix sociale mais également de légitimation du pouvoir en proposant des mesures préventives et des engagements répondant aux normes et valeurs dominantes orchestrées dans le discours du Service cantonal de la jeunesse.

Aussi, il apparaît que les jeunes constituent des publics plus faciles à atteindre que les autres catégories de population (dans les structures scolaires, sportives, culturelles, de loisirs). Loncle (2007) soulève qu'« il devient difficile d'agir explicitement en direction de certains publics cibles (comme les toxicomanes, les pauvres, les Français d'origine immigrée), l'intervention en direction des jeunes est plus facile à justifier, à organiser » (p.103).

## Triangle des acteurs : cas Valaisan

Dans le contexte valaisan, en appliquant le modèle théorique sollicité, nous aboutissons à l'identification des acteurs suivants:

### Triangle des acteurs

#### Autorités politico-administratives

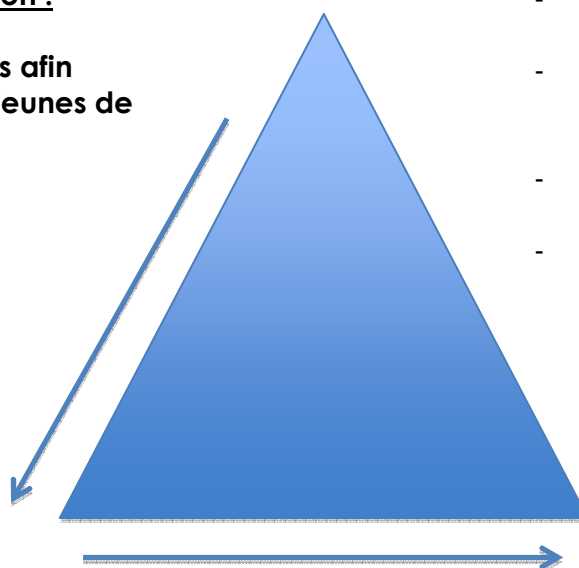
- Grand Conseil
- DECS
- Service cantonal de la jeunesse (SCJ)
- Délégué à la jeunesse

#### 1) Définition politique du problème

- Cf. définition problème politique
- occuper le temps libre des jeunes d'une manière positive, espace
- il n'y a pas suffisamment d'espace pour s'affirmer
- socialisation, appartenance

#### 3) Hypothèse d'intervention :

**sensibiliser les communes afin d'offrir des espaces aux jeunes de façon égalitaire**



#### Les groupes cibles

- Communes

#### Les lésés

- jeunes marginalisés
- enfants de 0 à 12 ans

#### 2) Hypothèse causale

Si les communes mettent à disposition des jeunes plus d'espaces et de milieux de socialisation autonomes alors on permet à la jeunesse de s'occuper de manière positive et évite les effets pervers, frustration, vandalisme.

#### Les bénéficiaires finaux

- jeunes

#### Les profiteurs

- élites politiques
- secteur santé publique
- secteur sécurité et défense

### Difficultés rencontrées :

L'identification des acteurs classifiés dans les profiteurs et les lésés restent non exhaustive. Elle relève de constats théoriques généraux mais ne nous permet pas de ressortir précisément qui sont objectivement les lésés et les profiteurs dans le contexte du Valais. L'une des difficultés rencontrées reste notamment l'identification des jeunes qui participent aux projets. Nous avons relevé une absence de données statistiques nous permettant d'évaluer le type d'enfants et de jeunes entre 12 et 25 ans qui présentent des projets. Nous ne pouvons par exemple définir précisément quel serait leur capital social et culturel.

## 6 Synthèse des résultats

L'ensemble des acteurs conceptualisés dans le triangle des acteurs ayant été pour le moins identifié, notre analyse qualitative de contenu ayant permis de dégager des tendances au travers de thématiques afin de mieux comprendre l'action du Service cantonal de la jeunesse et plus particulièrement du Délégué à la jeunesse, nous allons pouvoir répondre à notre question de recherche et valider ou non nos hypothèses.

### 6.1 Proposition d'un résumé

A la question « Le Délégué à la jeunesse et les communes collaborent-ils afin d'offrir plus d'espaces aux jeunes dans un but éducatif ? » notre réponse reste nuancée. Nous pouvons défendre, au vu des thématiques et des constats théoriques généraux relevés, que M. Paul Burgener, dans la vision du SCJ, cherche à travailler et dialoguer avec les autorités communales valaisannes en visant à optimiser la coordination et la collaboration. Nous avons pu voir dans le discours du Service cantonal de la jeunesse que favoriser des activités extrascolaires permettait d'occuper et de responsabiliser les jeunes selon les normes orchestrées par les élites dominantes.

Nous retrouvons, une dynamique d'encadrement des jeunes, ayant pour objectif, après analyse de nos matériaux, une idée formatrice et un but éducatif dans la prise en charge des jeunes.

Notre analyse nous a permis de faire ressortir une tendance de contrôle du monde adulte et des élites sur la jeunesse. Cependant, en ayant mis en avant le modèle du triangle des acteurs, nous avons pu constater que certains jeunes et enfants n'étaient pas pris en compte dans cette vision d'encadrement. Certains restent en marge notamment parce qu'ils n'entrent pas dans le cadre légal prévu par la LJe (2001), d'autres semblent dépendants du manque de structures proposées par les communes malgré le travail de sensibilisation proposé par le Délégué à la jeunesse. Certains jeunes semblent également s'adonner et s'occuper, de manière autonome, dans des espaces informels qu'ils s'attribuent et auxquels ils s'identifient.



## **6.2 Hypothèse causale**

- Si les communes mettent à disposition des jeunes plus d'espaces et de milieux de socialisation autonomes alors on permet à la jeunesse de s'occuper de manière positive et évite les effets pervers, frustration, vandalisme. On cherche également à éviter les mécontents tel que le voisinage, etc. et rassure les partis politiques et groupes d'intérêts défendant une action restrictive envers la jeunesse. Dans un but préventif et à long terme, on visera à réduire les coûts de la santé et de sécurité.

Même si les communes mettaient à disposition plus d'espaces et de milieux de socialisation autonomes dans un but d'encadrement de la jeunesse, il ne semble pas envisageable de contrôler tous les jeunes, notamment lorsque nous mettons le doigt sur le processus de conquête des espaces informels.

Aussi, le fait d'engager une action publique plus préventive en faveur de la jeunesse nécessite davantage de moyens et de ressources ainsi qu'une meilleure collaboration des acteurs concernés. Le Service cantonal de la jeunesse à travers le rôle du Délégué à la jeunesse cherche à favoriser la coordination. La mise en place d'une unité de prévention où l'on réunirait notamment les délégués à la jeunesse communaux peut aider, mais ne permet pas d'encadrer les jeunes dans leur totalité.

Les communes ont donc un rôle certain à jouer dans la politique jeunesse concernant les aspects extrascolaires et préventifs mais ne peuvent garantir un contrôle total de la jeunesse.

## **6.3 Hypothèse d'intervention**

- Si les autorités politico-administratives veulent intégrer la jeunesse et répondre à leurs besoins en leur accordant plus d'espace (activités, infrastructures et projets extrascolaires), elles doivent sensibiliser les communes afin qu'elles réduisent les différences au niveau des prestations offertes.

Nous avons effectivement pu observer qu'un travail de sensibilisation des communes s'effectuait en cherchant une coordination entre les acteurs impliqués et un encadrement plus efficaces. Malgré le travail de sensibilisation du Délégué, chaque commune ne répond pas de la même manière aux discours et à la collaboration proposée par l'autorité-politico administrative en question. La réduction de la fragmentation en terme de politique jeunesse axée sur les activités extrascolaires n'est pas encore acquise. Une sensibilisation a lieu dans le but de réduire les écarts entre les communes mais des améliorations au niveau des ressources du Service cantonal de la jeunesse ainsi qu'une meilleure écoute des communes doivent encore se manifester.

## 6.4 Retour à la sous-question

Sous-question : Quels actions ou aménagements pourraient être mis en place afin d'améliorer l'efficacité de la tâche du Délégué ?

Suite à notre analyse, en ayant tenté d'identifier les différents acteurs impliqués dans la dynamique de politique de jeunesse orchestrée par M. Paul Burgener, Délégué à la jeunesse du SCJ pour le canton du Valais, nous avons pu observer, avec une vision structuraliste, l'idée d'un contrôle et d'une élite politique et administrative cherchant à imposer un cadre et des normes dans un processus de socialisation des jeunes. Nous avons notamment postulé que les élites pouvaient imposer des normes et des valeurs afin d'assurer la cohésion sociale sur le long terme.

Au niveau du canton du Valais, on remarque que la scène politique valaisanne reste un espace réservé aux adultes. C'est également le cas dans l'ensemble des communes où les représentants de la jeunesse sont des adultes. Dans la conception du SCJ, nous relevons l'idée d'aller à la rencontre des jeunes, tout en affichant l'importance de prévoir un adulte de référence.

Il paraît pertinent, tant au niveau communal qu'au niveau cantonal, que les jeunes puissent être impliqués davantage. D'une manière générale, ceci permettrait de répondre au principe participatif prévu par la CDE.

Dans la pratique, l'avis des enfants et des jeunes pour la mise en place et le renouvellement de l'aménagement des politiques jeunesse semble indispensable. Lansdown (2001) souligne, dans ce même ordre d'idée que:

Si nous voulons prendre les meilleures décisions possibles, nous avons besoin des meilleures informations disponibles. Il est essentiel, pour développer des politiques publiques efficaces, de consulter les enfants et de s'appuyer sur leur façon de voir, sur leur savoir et sur leurs idées. (p. 5)

Dans la pratique et pour le cas du Valais, il paraît difficile d'intégrer les jeunes et les enfants dans des espaces politiques et administratifs réservés aux adultes. Lansdown (2001) relève qu'il ne paraît pas toujours possible d'impliquer les enfants dès le début de la mise en place d'une politique jeunesse, « mais plus tôt cela a lieu, plus il y a de chances que le projet suscite chez eux un engagement et une contribution authentiques » (p. 10). Intégrer les jeunes dans les décisions et les organismes politico-administratifs reste dépendant des ressources et du temps à disposition, des rapports de force, pressions sociales et politiques.

L'institution qu'est le SCJ n'est pas un concept figé mais le fruit d'un processus socio-historique. On retrouve ici une dynamique sociale comprenant des interactions passées, présentes et futures. Lors de la Conférence E-DICS de 2011, la direction du Service relevait une sensibilisation au niveau des communes valaisannes. Par exemple, de nouveaux postes de délégués à la jeunesse communaux semblaient apparaître. Aussi, en se fixant des objectifs, nous relevons que le SCJ cherche à améliorer ses prestations.

## Perspective normative et recommandations

Aujourd'hui, le SCJ comme les autorités communales devraient permettre aux jeunes de s'impliquer davantage en tant qu'acteur. Notre modèle théorique nous a permis de faire ressortir des lésés au sein des jeunes et des enfants :

- Au niveau de l'âge, nous avons relevé que la catégorie 0 à 12 ans n'était pas prise en compte mais qu'on associait la jeunesse à l'âge de 12 à 25 ans. Intégrer les jeunes en dessous de 12 ans permettrait de répondre au critère prévu à l'art. 1 de la CDE considérant l'enfant comme tout être humain compris entre 0 et 18 ans. Prévoir une implication des plus jeunes dans la politique de la jeunesse valaisanne permettrait d'envisager une politique de la jeunesse respectueuse des droits de l'enfant et moins discriminatoire.
- Pour offrir une meilleure vision de la jeunesse, comprendre quel type de jeunes participe et lesquels sont mis en marge, il semble important de disposer de données sociologiques et statistiques permettant au canton de ressortir la participation des jeunes selon leur capital social, culturel et technique. La possibilité d'avoir accès à des données chiffrées scientifiques permettrait de gommer les effets de discrimination et de marginalisation. Le Délégué comme les communes pourraient accéder plus aisément aux jeunes moins ou peu impliqués. Aussi, les communes pourraient observer plus aisément le type de jeunes évoluant dans leurs espaces et répondre par des prestations selon leur propre contexte. Dans la vision normative du Service cantonal de la jeunesse, ceci permettrait un meilleur encadrement des jeunes. Cette récolte de données pourrait être prévue au sein du Service ou faire l'objet d'un mandat lié à un organisme scientifique externe.
- Dans l'agenda du Délégué à la jeunesse et selon les dispositifs légaux prévus par la Loi en faveur de la jeunesse (LJe, 2001), M. Burgener aurait pour charge de gérer les notions de Promotion, Soutien et la Prévention. Les notions de Promotion et Soutien semblent au centre de l'action du Délégué mais peu d'aménagements et d'actions semblent envisagés pour la Prévention. Dans son travail de collaboration avec les communes valaisannes, les programmes de préventions restent peu existants.

Nous avons toutefois relevé, dans les objectifs du Service, l'idée de mettre en place une unité de pilotage de la prévention avec notamment une Assemblée des délégués à la jeunesse communaux et le Délégué à la jeunesse cantonal ; le but étant de permettre un espace d'échange, de renforcer les compétences des acteurs locaux et cantonaux. Cet espace pourrait également s'inscrire dans un objectif de centralisation de la prévention, notamment en prévoyant un atelier thématique prévention lors des rencontres. Nous encourageons ce projet pour qu'il permette de sensibiliser les communes, de réduire les fragmentations et aborder l'aspect préventif. De plus, dans la représentation normative du Service, ceci pourrait favoriser l'encadrement des jeunes dans un but éducatif.

- Nous avons également pu constater que l'idée de mettre en place des structures extrascolaires n'avait pas toujours du sens, des jeunes préférant s'approprier et s'adonner dans des espaces informels. Ces espaces hors du

cadre fixé par le monde adulte semblent important pour l'émancipation du jeune. Dans ce cas de figure, ni le Délégué ni les communes ne peuvent prévoir un encadrement mais nous postulons que l'aspect préventif pourrait jouer un rôle. En s'appuyant sur la thèse d'un contrôle et d'une socialisation de la jeunesse engagée par les élites dominantes, on pourrait imaginer qu'une prévention de terrain pourrait être développée. Le Manuel à l'attention des communes parlait de former des jeunes adultes allant à la rencontre des jeunes. On pourrait concevoir qu'une intervention de terrain, par l'intermédiaire de travailleurs sociaux et « jeunes adultes » jouant la carte de la prévention pourrait être envisagée.

Selon la vision idéologique que nous avons pu faire ressortir, l'aspect préventif devrait être mis en avant afin d'intégrer les jeunes, les encadrer et éviter les effets pervers.

Les points présentés ci-dessus pourraient donc permettre de réduire la fragmentation intercommunale et améliorer, dans la vision normative du Service cantonal de la jeunesse, l'idée d'encadrer les jeunes et les enfants sur le canton du Valais dans un but éducatif.

Dans le contexte du canton du Valais, des efforts doivent encore être faits afin de reconnaître des droits aux enfants et aux jeunes. Ces améliorations passent par un renforcement des ressources à disposition, en termes financiers, techniques et politiques pour permettre d'améliorer la coordination, d'offrir une ligne directrice plus claire envers les autorités communales mais aussi, de mieux identifier les besoins des jeunes et des enfants en leur permettant, à moyen terme, une meilleure participation. Dans l'idée d'un processus d'amélioration du Service et des tâches du Délégué la jeunesse, les aspects suivants doivent donc être pris en compte :

- diffuser l'information et faire connaître le service du Délégué à la jeunesse auprès des jeunes ;
- améliorer les ressources financières, créer davantage de postes au sein du Service cantonal de la jeunesse, permettre un meilleur appui au Délégué à la jeunesse du canton du Valais pour une meilleure collaboration avec les communes et une meilleure accessibilité des jeunes ;
- prévoir des formations continues en faveur du Délégué à la jeunesse, des échanges de bonnes pratiques plus fréquentes;
- identifier les besoins des jeunes en mettant en place des outils statistiques plus précis qui prennent en compte l'avis des jeunes. Ceci permettrait d'avoir un outil scientifique pour les communes et le canton afin qu'ils puissent se diriger de manière plus adéquate vers la jeunesse.

L'agenda relatif à l'action du Délégué prévu par la LJe à l'art.12 al.2 aborde les aspects de Promotion, Soutien et Prévention. Il nous paraît judicieux que la notion de Protection ne soit isolée dans l'action du Délégué. En effet, il semble important d'associer les notions de protection, participation et prestation afin de permettre une politique jeunesse holistique et transversale (Zermatten & Stoecklin, 2009). Dans ce même ordre d'idées Verhellen (2000) relève qu'il n'existe pas de hiérarchie entre

les droits de protection, de prestations et de participation. Ceux-ci sont complémentaires.

L'idée de mettre en place un Observatoire de la jeunesse (présenté lors de la journée EDICS 2011) semble répondre à cette question de transversalité. On parle de favoriser les échanges entre les professionnels, d'améliorer la transversalité mais la mise en place d'un tel projet dépendra de l'appui des groupes de pressions et forces politiques établies ainsi que les ressources disponibles pour engager des améliorations.

## Points forts de la recherche

En proposant une approche de type structuraliste et une lecture de la politique jeunesse valaisanne au travers du modèle de triangle des acteurs (Knoepfel, 2009), nous avons pu voir le rôle que pouvait jouer les élites politiques et administratives valaisannes dans la promotion, le soutien et la prévention de la jeunesse prévu par la Loi en faveur de la jeunesse (2001), particulièrement dans l'action effectuée par le Délégué à la jeunesse, M. Paul Burgener. Ceci nous a permis de faire ressortir des facteurs objectifs déterminant les individus (Stoecklin, 2009). Il est ressorti une idéologie dominante, visant à encadrer les jeunes dans un but éducatif.

Cette recherche s'est basée sur le contexte valaisan, a pu permettre une réflexion et donner des pistes sur les aspects à améliorer sur le terrain afin de promouvoir et rendre plus efficaces les politiques de jeunesse offertes par les communes valaisannes et du canton. Nous avons relevé un processus socio-historique, une évolution au niveau du Service cantonal. Des objectifs sont mis en place pour améliorer les prestations aux jeunes, mais la route semble encore longue, notamment pour permettre une meilleure participation des jeunes ainsi qu'une intégration des moins de 12 ans.

## 7 Distance critique et conclusion

### 7.1 Conclusion, limites et critiques de notre recherche

Dans le contexte du Service cantonal de la jeunesse du canton du Valais et plus particulièrement au niveau du pilotage exercé par le Délégué à la jeunesse par l'intermédiaire des communes, il semble pertinent de faire ressortir les facteurs objectifs déterminant les individus (Stoecklin, 2009). L'idée d'un contrôle sur la classe jeune 12-25 ans ainsi que la vision normative d'un encadrement de la jeunesse semble validée dans ce contexte.

Cependant, nous avons été confronté, au fil de notre recherche, à des difficultés d'identification des acteurs dans le cadre du modèle de triangle des acteurs proposé par Knoepfel (2009). Les bénéficiaires finaux et les groupes tiers, qu'ils soient catégorisés dans les lésés ou les profiteurs ont pu être identifiés par la loi en faveur de la jeunesse (2001), le discours du Service cantonal de la jeunesse, les documents cantonaux sélectionnés mais aussi par les aspects théoriques relevés dans la littérature ainsi que par les recherches orchestrées au niveau helvétique. Nous

relevons un manque de précision lorsque nous cherchons à aborder de manière plus spécifique le type de jeunes et les autres acteurs impliqués.

Ceci semble dû à un manque de données statistiques claires qui nous permettrait de dégager des facteurs plus précis et effectifs en articulant le qualitatif au quantitatif. Notre recherche a tout de même permis de contextualiser la politique de la jeunesse au niveau valaisan, de faire ressortir des tendances et des aspects pratiques à améliorer.

Nous relevons également qu'en effectuant une catégorisation pour les matériaux sélectionnés, il a été difficile de classer et de nommer des thématiques. Certaines unités retenues auraient pu apparaître dans plusieurs catégories. Cette sélection a dû faire parfois l'objet d'un choix arbitraire, mais cherchait à s'articuler au mieux à notre question de recherche et nos hypothèses.

Aussi, pour une meilleure compréhension et lecture des thématiques, il aurait été intéressant de hiérarchiser dans un tableau, par ordre d'importance, les thématiques construites au fil de notre recherche. Nous aurions pu présenter un tableau avec des thématiques dans un ordre défini. Toutefois, afin d'éviter des choix arbitraires, une présentation à l'aide d'un tableau exposant la structure narrative de chaque document nous paraissait plus objective.

De plus, le document de présentation de la conférence EDICS nous a permis de dégager des tendances. Cependant, nous n'avons pas explicité le contexte de diffusion de ce document ni précisé les réactions des récepteurs. Il apparaît plus comme un document « test » s'articulant aux trois autres matériaux présentés.

On pourra également relever comme limite à notre recherche qu'aucun entretien de type qualitatif n'a été effectué auprès des acteurs. Nous aurions pu consulter des acteurs du terrain, des jeunes, des responsables de jeunesse au niveau communal, des acteurs impliqués dans les autorités communales et concernés par les questions de la jeunesse au niveau des activités extrascolaires et loisirs. Un entretien avec le Délégué à la jeunesse, Monsieur Paul Burgener, aurait pu être également envisagé.

Notre recherche reste déterministe et n'est pas suffisante. Il conviendrait, dans une prochaine analyse, d'élaborer une approche compréhensive, que le chercheur se positionne à un niveau plus micro, mettant l'action sur la personnalité sociale, ses interactions et considérant le jeune et l'enfant comme un acteur sujet de droit. Ceci impliquerait des entretiens qualitatifs et un échantillonnage qui puisse être représentatif de la jeunesse valaisanne. Toutefois, pour mettre en place un échantillonnage exhaustif, il serait pertinent d'avoir accès à des données statistiques plus précises sur la jeunesse valaisanne en termes de capital social, économique et culturel, de connaître plus précisément les trajectoires de vie des jeunes valaisans et quels types de jeunes ont accès aux projets, lesquels sont encadrés ou ne le sont pas.

En conclusion de ce travail, il faut relever que dans le contexte de la politique de la jeunesse mise en place par le Service cantonal de la jeunesse, nous identifions les jeunes évoluant hors des structures comme des lésés. Dans le contexte qui nous intéresse, ce type d'acteurs restent les lésés d'une politique de la jeunesse mise en

place par les élites politiques et le monde adulte dans un contexte donné. Les actions des jeunes valaisans hors des aménagements prévus officiellement ne sont pas prises en compte par ces politiques. L'autonomie des jeunes évoluant hors des cadres proposés ne semble pas reconnue par les élites mais existe. Il serait intéressant de comprendre, dans une prochaine recherche, comment ce type de jeunes perçoit les politiques jeunesse axées vers les activités extrascolaires et s'ils y mettent du sens.

## 8 Références bibliographiques

- Alfödi, F. (2005). Évaluer en protection de l'enfance. Théorie et méthode, Paris : Dunod.
- Bardin, L. (1997). L'analyse de contenu, Quadrige Manuels, Paris : PUF.
- Becker, S. (1985). Outsiders, étude de sociologie de la déviance, éditions A.-M. Métailié : Paris.
- Bégaudeau F., Sorman, J. (2010). Parce que ça nous plaît : l'invention de la jeunesse, Paris : Larousse.
- Berger, P. L. & Luckmann, T. (1967). Review: The Social Construction of Reality: A Treatise in the Sociology of Knowledge. New York : First Anchor Books Edition.
- Boucher M. & Vulbeau A. (2003). Emergences culturelles et jeunesse populaire. Turbulences ou médiations ? L'Harmattan, Paris.
- Bourdieu, P. (1984). La jeunesse n'est qu'un mot, Dans Question de sociologie (1978), Paris : Ed. de minuit.
- Boussaguet, L., Jacquot S. & Ravinet, P. (2004) Dictionnaire des politiques publiques. Presses de Sciences po, Paris.
- Braud, P. (2006). Sociologie politique : manuel, 8<sup>ème</sup> édition, Paris : L.G.D.J.
- Commission des jeunes du Canton du Valais. (2007). Manuel Pratique à l'attention des communes et des responsables de jeunesse, soutien et promotion des activités de jeunesse extra-scolaires. Canton du Valais : Département de l'Education, de la Culture et du Sport (DECS). Récupéré le 7 mars 2012 de : <http://j4u.ch/manuel-pratique.html>
- Confédération Suisse. (2012). Quels services s'occupent de questions ayant trait à l'enfance et à la jeunesse? Récupéré le 7 mars 2012 de : [http://www.bsv.admin.ch/themen/kinder\\_jugend\\_alter/00065/01091/index.html?lang=fr](http://www.bsv.admin.ch/themen/kinder_jugend_alter/00065/01091/index.html?lang=fr)
- Confédération Suisse. (2012). Question de l'enfance et de la jeunesse. Récupéré le 21 avril 2012 du site : [http://www.bsv.admin.ch/themen/kinder\\_jugend\\_alter/00065/01091/index.html?lang=fr](http://www.bsv.admin.ch/themen/kinder_jugend_alter/00065/01091/index.html?lang=fr)
- Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999. État au 1<sup>er</sup> janvier 2011 [RS 101].
- Convention du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant. État au 8 avril 2010 [RS 0.107].



- Département de l'Education, de la Culture et du Sport. (2011). Soutien et promotion de la jeunesse dans le canton du Valais : l'heure du Bilan dix ans après l'entrée en vigueur de la Loi cantonale en faveur de la jeunesse de 2001. Mandat du DECS, canton du Valais.
- De Singly, F. (2000). Penser la jeunesse autrement, Lien social et politiques, n°43, printemps 2000, p.9-23
- Eggs, S. (2008) Evaluation de l'impact de la loi en faveur de la jeunesse (LJe) dans les Communes et principales associations et plus particulièrement la réception du manuel pratique à l'attention des communes et des responsables de jeunesse (mémoire de maîtrise non publié). Rapport d'enquête Etabli sous mandat du DECS, Sierre.
- Eggs, S. & König, N. (2008). Rapport de synthèse sur l'évaluation de l'impact de la Loi en faveur de la jeunesse dans les Communes et principales Associations (mémoire de maîtrise non publié). Mandat du DECS, canton du Valais.
- Elias, N. (1991). La société des individus, Paris : Fayard.
- Frossard, S. (2003) Emergence et développement des politiques cantonales de la jeunesse (Aperçu, tendances et analyse), Cahier de l'IDHEAP 01. Analyse et pilotage de politiques publiques - policy analysis, 202b/2003, Chavannes près Renens : IDHEAP.
- Galland, O. (2011), Sociologie de la jeunesse, Armand Colin, 5è édition, Paris : collection.
- Galland, O. & Roudet, B. (2001) Les valeurs des jeunes. Tendances en France depuis 20 ans. Collection : Débats jeunesse, L'Harmattan, Paris.
- Groupe de Liaison des Activités de Jeunesse du Valais Romand. (n.d.)Enquête structures extra-scolaires 12 – 15 ans. Valais Romand, Mandat donné au GLAJ-VSr.
- Groupe de liaison pour les activités de jeunesse du canton de Vaud. (1999). Un regard jeune. Récupéré le 15 avril 2012 de : <http://www.glaj-va.ch/index.php?rubrique=28>
- Hanson, K. (2008). Schools of thought in children's rights, In Press.
- Huerre, P. (2003). Adolescence : normale ou pathologique ? Santé mentale, n° 78, Sant Ment.
- Knoepfel, P. (2009). Analyse de politiques publiques – grands exercices d'application, Institut des hautes études en administration publique (Idheap). Récupéré le 3 décembre 2011 de : [http://www.idheap.ch/idheap.nsf/view/11AFC2F4A5F7D488C125764600585DB7/\\$File/MC\\_octobre09\\_Ws.pdf](http://www.idheap.ch/idheap.nsf/view/11AFC2F4A5F7D488C125764600585DB7/$File/MC_octobre09_Ws.pdf)

- Knoepfel, P. (2009). Réformes de politiques institutionnelles et action publique, Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Knoepfel, P., Larrue, C., Varone, F. (2006). Analyse et pilotage des politiques publiques. Rüegger Verlag, série Analyse de politiques / Politikanalyse, 2<sup>ème</sup> édition, Zürich/Coire.
- Lansdown, G. (2005). Can you hear me? The right of young children to participate in decisions affecting them. Early Childhood Development, Working Papers no 36, Bernard Van Leer Foundation, The Hague.
- Landsdown, G. (2001). Promouvoir la participation des enfants au processus décisionnel démocratique. Florence, Italie : UNICEF.
- Loi en faveur de la jeunesse du 11 mai 2001. Récupéré le 4 avril 2012 de : [http://www.vs.ch/public/public\\_lois/fr/Pdf/850.4.pdf](http://www.vs.ch/public/public_lois/fr/Pdf/850.4.pdf)
- Loncle, P. (2007) Jeunes et politique : amours et désamour Dans Les jeunes : questions de société, question de politique, la documentation française, Paris.
- Loncle, P. (2010). Politiques de jeunesse : Les défis majeurs de l'intégration, Collection Res publica, Presses Universitaires de Rennes.
- Martucelli, D., & De Singly, F. (2009). Sociologies Contemporaines: Les Sociologies de l'Individu, Armand Colin(p.12-13).
- Mauger, G. (1994). Unité et diversité de la jeunesse, Dans Mauger, G., Bendit, R., Von Wolffersdorff, C., Jeunesse et société (pp. 21-49). Paris : Armand Colin.
- Morin, E. (2003). Sur l'interdisciplinarité. L'autre Forum (pp.5-10).
- Mucchielli, A. (1994). Les Méthodes qualitatives, que sais-je, Paris : Presses Universitaires de France.
- Müller, P. (2011) Les politiques publiques. Que sais-je, Paris : Presses Universitaires de France
- Nairn, K., Panelli, R., & McCormack, J. (2003). Destabilizing dualisms: Young people's experiences of rural and urban environments. Childhood, 10.
- Office cantonal de la statistique du canton du Valais.(2011)Le Valais en chiffres - Das Wallis in Zahlen 2011. Récupéré le 7 mars 2012 du site : [http://www.vs.ch/NavigData/DS\\_315/M14764/fr/Le%20Valais%20en%20Chiffres\\_2011.pdf](http://www.vs.ch/NavigData/DS_315/M14764/fr/Le%20Valais%20en%20Chiffres_2011.pdf)
- Office fédéral de la statistique. (2007). Rapport de dépendance des jeunes et rapport de dépendance des personnes âgées en Europe pour cent. Récupéré le 7 mars 2012 de : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/tools/search.html>

- Pommier, J., Laurent-Beq, A. & Deschamps J.-P. (2007). Pour une politique de promotion de la santé des jeunes Dans Les jeunes : questions de société, questions politique, La documentation française, Paris.
- Programme National de Recherche 52. (2009). L'enfance, la jeunesse et les relations entre générations dans une société en mutation. Récupéré le 21 avril 2012 de :  
<http://www.nfp52.ch/f.cfm>
- Quivy, R. & Campenhoudt, L. V. (2011). Manuel de recherche en sciences sociales. Paris : DUNOD, 3<sup>ème</sup> édition.
- Robert, A. D. & Bouillaguet A. (2007). L'analyse de contenu, que sais-je, Paris : PUF.
- Rapport de la Commission fédérale de la jeunesse. (1998). Les jeunes, cogneurs ou souffre-douleurs?. Récupéré le 20 décembre 2011 de :  
[http://www.ekkj.admin.ch/c\\_data/f\\_98\\_rap\\_Gewalt.pdf](http://www.ekkj.admin.ch/c_data/f_98_rap_Gewalt.pdf)
- Schultheis, F., Perrig-Chiello, P., Egger, S. (Ed.). (2009) Enfance et jeunesse en Suisse, Résultats du Programme national de recherche : L'enfance, la jeunesse et les relations entre générations dans une société en mutation. Weinheim et Bâle : Editions Beltz, Pädagogik.
- Service cantonal de la jeunesse (n.d) A propos du Service. Récupéré le 20 décembre 2011 de :  
<http://www.vs.ch/Navig/navig.asp?MenuID=15002&Language=fr>
- Stoecklin, D. (2009). L'enfant acteur et l'approche participative. Dans J. Zermatten & D. Stoecklin. Le droit des enfants de participer. Norme juridique et réalité pratique : contribution à un nouveau contrat social Sion : IUKB/IDE.
- Verhellen, E. (2000). Convention on the Rights of the Child. Background, Motivation, Strategies, Main Themes. Leuven, Belgique : Garant.
- Vlassopoulou, C. A. (1999). La lutte contre la pollution atmosphérique urbaine en France et en Grèce. Définitions des problèmes publics et changement de politique (thèse de doctorat). Paris : Université Panthéon-ASSAS PARIS II.
- Wanlin, P. (2007). L'analyse de contenu comme méthode d'analyse qualitative d'entretiens : une comparaison entre les traitements manuels et l'utilisation de logiciels, Université du Luxembourg. Récupéré le 2 mai 2012 de :  
[http://www.recherche-qualitative.qc.ca/hors\\_serie\\_v3/Wanlin2.pdf](http://www.recherche-qualitative.qc.ca/hors_serie_v3/Wanlin2.pdf)
- Zermatten, J. (2005). La Suisse et les droits de l'enfant. Verre à moitié plein ou verre à moitié vide ? Bulletin suisse des droits de l'enfant, 11 (4), I-IV.

## **9 Annexe**

- 9.1 Document de présentation de la conférence E-DICS de novembre 2001 (à usage interne uniquement) :

# Politique de la Jeunesse Valaisanne

Novembre 2011

## Tables des Matières

- Introduction
- Recommandations de l'ONU
- Recommandations Européennes
- Politique Cantonale Valaisanne de la Jeunesse:  
Etat des lieux
- Identification des voies d'amélioration
- Nouvelles structures et objectifs
- Conclusions

## Introduction

- Le but:
  - Examen de la politique de la Jeunesse Valaisanne à l'aune des cadres légaux nationaux et supranationaux
  - Examen de la situation actuelle en Valais depuis l'adoption de la LJe en 2000
  - Propositions de pistes d'amélioration

## Recommandations de l'ONU

- Convention des droits de l'enfant
  - Article 18: Service de Garde
  - Article 19: Protection et prévention
  - Article 31: Encouragement à la jeunesse (l'organisation d'activités de loisirs et d'activités récréatives adaptées aux enfants)
  - Article 12: Participation
- Résolution "a world fit for children"
  - Promotion et soutien
  - Participation

## Recommandations Européennes

- Mise en place de conditions de vie qui permettent aux jeunes de devenir des citoyens modèles
  - ☐ Promotion des jeunes
  - ☐ Prévention
  - ☐ Mesures ciblées afin d'éviter la discrimination

## Recommandations fédérales concernant la Politique de Jeunesse

- art. 11 Cst « les enfants et les jeunes ont droit à une protection particulière de leur intégrité et à l'encouragement de leur développement »
  - ☐ Protection
  - ☐ Encouragement
  - ☐ Participation

## Politique Cantonale Valaisanne de Jeunesse : Etat des lieux

- But de la LJe:
  - ☐ La promotion de conditions favorisant un développement harmonieux des enfants et des jeunes
  - ☐ Le soutien aux projets intéressant la jeunesse et/ou conçu par elle
  - ☐ Le soutien aux différents organismes de jeunesse ou s'occupant de la jeunesse
  - ☐ La prévention des situations mettant en danger les jeunes et la promotion de comportements responsables pour la santé
  - ☐ La protection des enfants menacés vivant à l'intérieur et hors du milieu familial
  - ☐ L'offre de prestations spécialisées à l'intention notamment des enfants, des parents et des enseignants

## Politique Cantonale Valaisanne de Jeunesse : Etat des lieux

- Promotion et Soutien
  - ☐ Délégué à la jeunesse et commission des jeunes
- Prévention
  - ☐ CDTEA
  - ☐ OPE

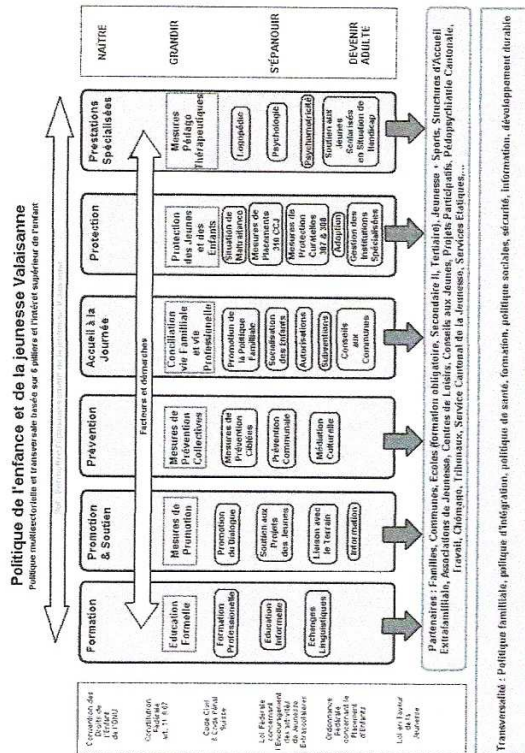


## Identification des voies de l'amélioration

- Coordination de la promotion entre le terrain et le canton
- Coordination au niveau directionnel de la politique de jeunesse (ligne directrice)
- Coordination au niveau opérationnel de la politique de jeunesse
- Centralisation de la prévention

## Nouvelles structures et objectifs

- Observatoire de la jeunesse et de la famille
  - ☐ Meilleur coordination de la politique de jeunesse
  - ☐ Temporaire, rencontre tous les 4 mois
  - ☐ Responsables de la politique de la jeunesse (DECS, Tribunal des mineurs, Police, communes, autorités tutélaires)
- Comité de conduite
  - ☐ Meilleur cohérence des mesures
  - ☐ Temporaire, rencontre tous les mois
  - ☐ Tous les chefs de service du DECS

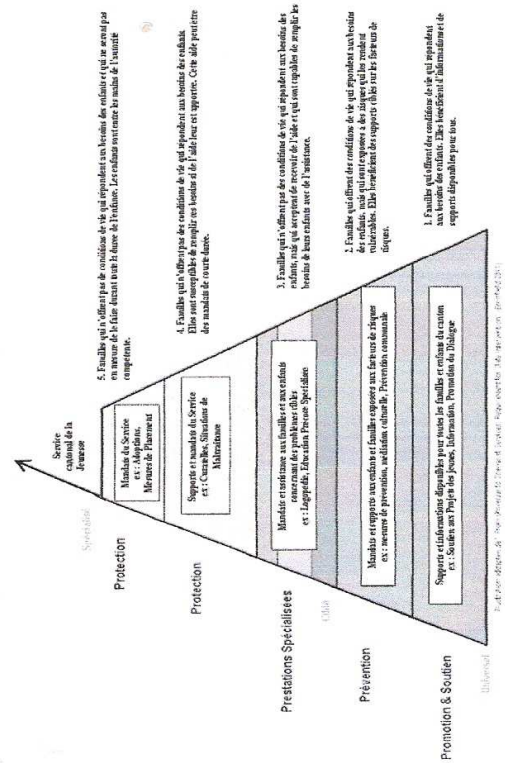


## Nouvelles structures et objectifs

- Assemblée des délégués de jeunesse communaux
  - ☐ Création d'un lieu d'échange entre communes et cantons
- Temporaire, une rencontre par année
- Tous les délégués des communes et le délégué à la jeunesse cantonal

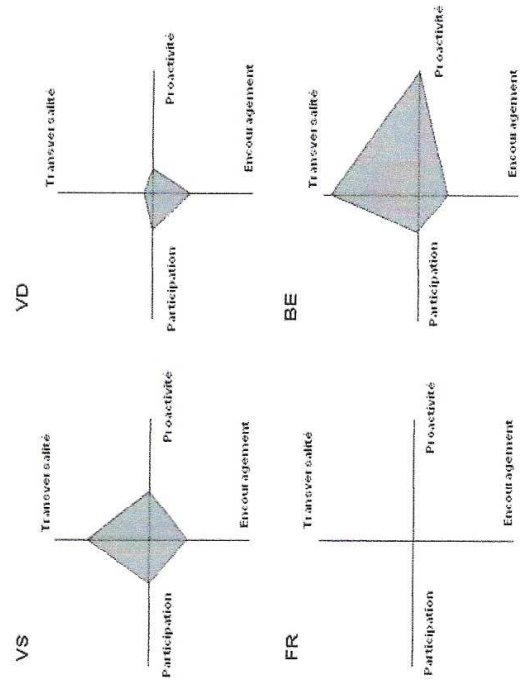
## Politique Cantonale Valaisanne de Jeunesse : Etat des lieux

- Accueil à la journée
  - ☐ Secteur de la petite enfance
  - ☐ Section Administrative
- Protection de l'enfant
  - ☐ OPE
  - ☐ Institutions d'éducation spécialisées

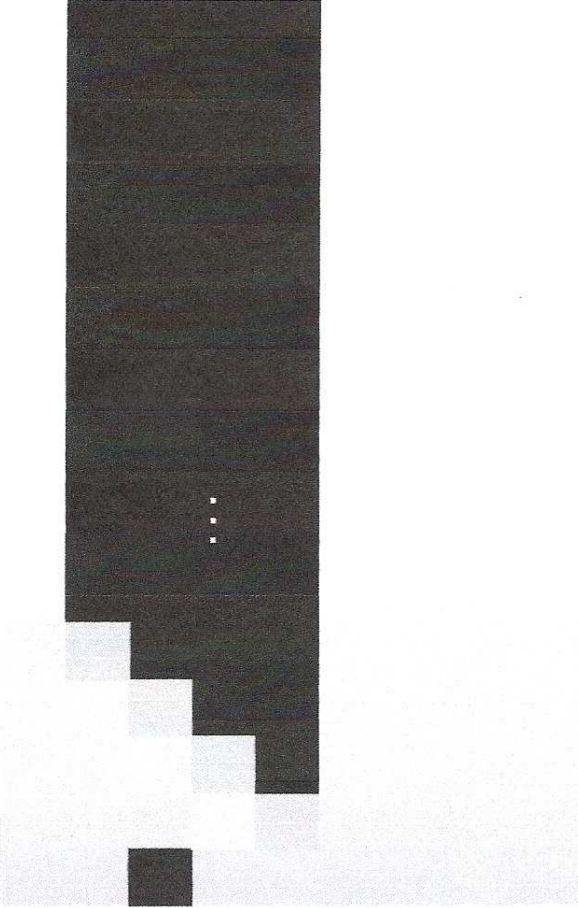


## Politique Cantonale Valaisanne de Jeunesse : Etat des lieux

- Prestations spécialisées
  - ☐ OEI
  - ☐ CDTEA







## Conclusions

- Centralisation de la prévention
- Participation des jeunes
- Les nouvelles structures
  - => Augmentation de la transversalité et de la coordination